

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

DOSSIER

**Les jeunes
face à la
crise économique**



TUNISIE

**L'ouverture démocratique
à l'ombre des potences**

Sommaire du numéro 176 du 25 juin 1984

*** DOSSIER JEUNES ***

3	EUROPE	La crise économique et la politique bourgeoise contre la jeunesse	Nicolas JEANSON
9	NICARAGUA SOLIDARITE	Interview d'un dirigeant de la Jeunesse Sandiniste du 19 Juillet	Propos recueillis pour « INPRECOR »
11	FRANCE	La radicalisation de la jeunesse issue de l'immigration	Lydia GAELLE
14	GRANDE-BRETAGNE	La mobilisation contre les missiles et pour le désarmement nucléaire	Piers MOSTYN
19	BELGIQUE	Lutte exemplaire des jeunes pour l'emploi	Guy HENDRIX
23	TUNISIE	L'ouverture démocratique à l'ombre des potences	Nabil SAID
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE TCHECOSLOVAQUIE : Petr Uhl enfin libéré. YOUGOSLAVIE : Durcissement policier face à la crise.	
28	GRANDE-BRETAGNE	Les femmes en défense de l'emploi des mineurs	Janine INGLEFIELD

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Robert March. Gérant : Jacques Girma.

Commission paritaire numéro 59117. ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

La crise économique et la politique bourgeoise contre la jeunesse

UNE centaine de jeunes en provenance de France, une soixantaine de République fédérale d'Allemagne (RFA), de Belgique et de Suisse, une quarantaine de Norvège, des Pays-Bas et d'Italie, des délégations d'Autriche, de Grande-Bretagne, du Danemark, du Portugal, de l'Etat espagnol, de Suède, d'Irlande, du Luxembourg, vont se rencontrer pendant une semaine, fin juillet, au camp des organisations de jeunesse européennes en solidarité politique avec la IVe Internationale.

Seront aussi présents de jeunes militants japonais, une délégation de la YSA (Alliance des jeunes socialistes) des Etats-Unis, et un représentant de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet (JS-19). Ce sera donc là une occasion, pour les jeunes présents, de s'informer directement sur la révolution nicaraguayenne, de s'approprier cette expérience, et de préparer dans tous les pays des tâches de solidarité concrètes à la rentrée.

Les discussions au cours de cette semaine tourneront autour des thèmes suivants : lutte contre la guerre, contre le chômage et contre le racisme, lutte contre l'oppression des femmes, solidarité internationale. Tous ces débats seront non seulement animés par des jeunes révolutionnaires impliqués dans ces mobilisations, mais aussi par des représentants de mouvements et d'associations de masse. Ainsi, pour la journée de discussion sur les mobilisations antiguerrre, des membres de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) de Grande-Bretagne et des femmes de Greenham Common seront présents, ainsi que des jeunes du Mouvement lycéen pour la

paix, de RFA. Un de nos camarades emprisonné à Landau fin 1983 fera le point sur les revendications et les luttes des soldats dans les casernes. La journée contre le racisme sera, elle aussi, animée par des militants des organisations de jeunesse immigrée, et par des jeunes investis dans des associations et des comités de jeunes à Dreux, Marseille, Paris, et dans des organisations de femmes maghrébines.

En dehors de ces débats organisés en forums et en commissions, une large place sera laissée aux libres discussions, aux échanges informels entre les participants, ainsi qu'aux loisirs. D'ores et déjà, des ateliers sont proposés par les différentes organisations : danse, karaté self-défense, sérigraphie, football, théâtre, cabaret, gymnastique. Des groupes de musique animeront les soirées, notamment un groupe de rock celtique, un groupe de musique « industrielle », Nebel Joy, etc. Pour aider les jeunes à participer au camp, les organisations de jeunesse ont lancé des souscriptions pour financer une partie des voyages. En France, les JCR diffusent des souscriptions de 10 francs pour « bons kilométriques », qui permettront à un jeune de parcourir 354 kilomètres. Les contributions peuvent être adressées aux JCR, 9, rue de Tunis, 75 011 Paris (chèques à l'ordre de C. Castaing).

Le présent dossier d'*Inprecor*, abordant la politique de la bourgeoisie face à la jeunesse et les formes de radicalisation et de lutte des jeunes autour d'exemples spécifiques, s'intègre donc dans le cadre de la préparation politique de ce camp. ■

Nicolas JEANSON

« L'inquiétude de la jeunesse fait peur parce qu'elle est également la nôtre » (1), écrivent les auteurs d'un rapport intitulé *Les études et le travail vus par les jeunes*, résultant d'une enquête menée pendant deux ans et demi dans tous les pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Cette étude donne le point de vue de la bourgeoisie sur la radicalisation de la jeunesse dans les pays capitalistes avancés.

UNE BOURGEOISIE INQUIETE

L'étude passe en revue « les valeurs éthiques de la jeunesse ». A l'égard de la famille, « l'impression qui se dégage est celle d'enfants largement satisfaits et parfaitement intégrés ». Les institutions politiques et sociales « ne sont pas rejetées en bloc par les jeunes d'aujourd'hui, mais elles ne leur inspirent certainement aucun enthousiasme ». Les sujets principaux de mécontentement sont « la dégradation de l'environnement, les inégalités sociales fondées sur la richesse ou sur l'origine familiale, l'insuffisance de l'aide sociale versée aux personnes âgées et aux invalides, le sentiment que les travaux pénibles ne sont pas reconnus à leur juste valeur ». Curieusement, le rapport ne mentionne ni

l'antiracisme, ni le « tiers-mondisme », ni encore l'antimilitarisme ou le pacifisme comme expressions politiques de la jeunesse, alors même que ces motivations ont fait descendre des centaines de milliers de jeunes dans la rue à travers toute l'Europe.

A propos de l'école, l'enquête de l'OCDE remarque de la part des jeunes à la fois une très forte demande et une nette déception. « L'idée que les études scolaires devraient préparer à la vie professionnelle est très répandue parmi la jeunesse », constate-t-il. Quant à l'attitude des jeunes face au travail, le texte affirme que « l'idée très répandue selon laquelle les jeunes ne tiennent pas en place, abandonnent facilement un emploi lorsqu'ils n'en sont pas contents et ont des exigences entièrement utopiques pour ce qui est de la qualité de la vie professionnelle, est erronée, même si les employeurs l'invoquent invariablement pour justifier leur refus d'engager de jeunes travailleurs ». Et face à la montée du chômage, les jeunes, « au lieu de se montrer de plus en plus ouvertement critiques et difficiles à l'égard des emplois qui leur sont proposés, ont, semble-t-il, plutôt adopté l'attitude inverse ».

Un tel bilan ne devrait donc pas nourrir l'inquiétude de la bourgeoisie. Et le document de l'OCDE conclut en effet en disant que, « contrairement aux ado-

lescents des années 1960 à 1970, ceux de la fin des années 1970 ne se font pas une idée particulièrement révolutionnaire de la société, et ils ont tendance à faire preuve d'une certaine désaffection à l'encontre des institutions politiques et sociales de leur pays. Ils tiennent avant tout à répondre à leurs besoins personnels, tels que les définissent leur entourage immédiat et leur famille. » Mais à côté de cet individualisme rassurant, la crise conduit, d'après cette même étude, les jeunes à envisager l'avenir « avec incertitude et même de l'angoisse : ils ont l'impression d'avoir été laissés de côté par la société ».

Deux catégories de jeunes retiennent particulièrement l'attention du rapport de l'OCDE. Il y a d'abord la « jeunesse bourgeoise qui a de plus en plus souvent le sentiment qu'elle n'a ni pouvoir ni emprise sur la vie. Or, ces jeunes gens n'ont pas les traits de caractère propres à leurs camarades moins favorisés, qui se rendent responsables de leur situation personnelle. Contrairement à ces derniers, ils sont capables d'établir le rapport entre leurs difficultés d'une part, la politique de l'emploi et la politique économique d'autre part. » Deuxième plaque sensible : les jeunes chômeurs. « Ils ne sont pas d'impénitents révolutionnaires. La plupart

1. « Les études et le travail vus par les jeunes », OCDE, 1983.

d'entre eux ne semble nullement vouloir détruire la société existante. Toutefois, la passivité avec laquelle tant d'entre eux continuent à subir leur chômage ne doit pas nous tromper. (...) La persistance du chômage ou du sous-emploi dans une grande fraction de la population pourrait détruire le tissu social même de notre civilisation. »

Telle est donc, en résumé, l'analyse bourgeoise de la radicalisation de la jeunesse. D'après elle, les années de la révolte sont passées, mais la crise réunit les conditions de nouvelles explosions.

LES POLITIQUES BOURGEOISES AVANT LA CRISE

C'est à la fin des années 1960 que la bourgeoisie prend conscience de l'existence de la jeunesse comme couche sociale appelée à recevoir de sa part un traitement particulier. Les gouvernements capitalistes concentrent alors leurs efforts sur l'« adaptation » du système d'enseignement. Ils y sont contraints par deux faits.

Le premier, c'est l'émergence d'un mouvement de masse dans la jeunesse scolarisée, notamment universitaire. La révolte des campus est universelle : Tokyo, Nanterre, Mexico, Berkeley. Le mouvement puise sa force d'une part dans l'anti-impérialisme et la solidarité avec les révolutions coloniales, d'autre part dans le rejet du devenir social promis aux étudiants, dans le refus d'être « les chiens de garde » de la bourgeoisie. La bourgeoisie en tire une amère conclusion : la scolarisation prolongée forme des frustrés, des révoltés, en donnant à des générations entières de jeunes les moyens de critiquer les mécanismes de l'exploitation capitaliste. Le coût social de l'enseignement supérieur et secondaire est décidément trop élevé. Il faut donc, pour la bourgeoisie, reconquérir idéologiquement les universités, y réduire la place de la formation générale et critique, et y intensifier la sélection. La tâche ne sera pas facile, mais elle a déjà été amorcée.

Une deuxième contrainte pèse lourdement sur la bourgeoisie : au coût social de la scolarisation, s'ajoute son coût financier, le « baby boom » des années d'après-guerre et l'augmentation de la demande en matière d'éducation ayant entraîné une véritable explosion scolaire. L'enseignement secondaire « de masse » s'est en effet développé après la Deuxième Guerre mondiale. En France, c'est la Ve République, instaurée par l'arrivée au pouvoir de de Gaulle en 1958, qui a prolongé l'âge de la scolarité obligatoire, de 14 à 16 ans. Dans les lycées, les effectifs ont été multipliés par 3,5 et dans les facultés par 4,1 entre 1958 et 1982. Le taux de scolarisation des jeunes dans la première année d'école non obligatoire est passé, entre 1950 et 1975, de 40 % à 90 % au Japon, de 30 % à 75 % au Danemark, et de 50 % à 71 % en France.

La conséquence financière de cette évolution est considérable. « Entre 1960 et 1970 dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques d'éducation en prix cou-



Manifestation des JCR en France. (DR)

rants ont augmenté à un taux annuel moyen de plus de 14 % et le nombre d'enseignants a augmenté environ d'un tiers », notait l'OCDE en 1977. Dans le budget de l'Etat français, la part de l'Education nationale est passée de 7,2 % en 1952 à 17 % en 1970, augmentant donc de 5 % tous les dix ans. Face à ce gouffre financier à l'efficacité sociale réduite, la bourgeoisie se devait de réagir. Elle le fait dans trois directions :

— Tout d'abord, par une politique de restrictions budgétaires. Il s'agit d'inverser la courbe des dépenses en matière de scolarisation. Cela suppose de favoriser la privatisation du système d'enseignement public, d'accroître la sélection pour réduire le nombre d'élèves, et de « professionnaliser » les études, c'est-à-dire de les mettre en rapport étroit avec le débouché professionnel afin de les délester de leur contenu superflu. Mais cette volonté se heurte à de fortes résistances, celle de la jeunesse, celle de la classe ouvrière dont la mobilisation est en plein essor, et celle des « usagers » dont la demande d'éducation n'a pas diminué. C'est seulement avec la crise économique que l'austérité pour l'école entrera dans les faits. En

France, la bourgeoisie devra attendre 1979 pour parvenir à réduire la part de l'Education nationale dans le budget de l'Etat.

— Deuxième type de mesures : des réformes scolaires allant dans le sens d'une déscolarisation de la jeunesse. La formation permanente sert à justifier les abandons dans la formation initiale, puisque les jeunes pourront compléter « plus tard » leur formation. L'apprentissage sur le tas est réhabilité au détriment de la formation professionnelle à l'école. Des tentatives sont faites d'introduire la sélection à l'entrée des universités. Cette politique est doublée d'une offensive idéologique d'ampleur, tandis que le patronat mène une campagne pour l'« ouverture » de l'école sur la société capitaliste. Paradoxalement, un certain gauchisme pédagogique, dans sa critique de l'« enfermement de l'école », va prêter le flanc à bien des récupérations. Cependant, la crise n'est pas encore parvenue à réduire le taux de scolarisation des jeunes, ni même à l'empêcher de croître, car la crainte du chômage à la sortie de l'école incite les jeunes à prolonger leurs études et à augmenter leurs chances d'obtenir un diplôme qui les protège mieux sur le marché du travail.

La déscolarisation de masse reste encore devant nous.

— Enfin, les bourgeoisies vont s'efforcer de planifier les flux d'élèves selon les besoins du marché de l'emploi, afin de ne pas donner à chacun plus de formation qu'il n'en aura besoin dans sa vie professionnelle. Au début des années 1970, le thème de l'« adéquation emploi/formation » était très en vogue. C'est une des raisons, par exemple, de la création en France du Centre d'études des qualifications et de l'emploi (CEREQ). Et les plans français prévoient tel pourcentage de jeunes sans qualification, tel pourcentage d'ouvriers qualifiés, tel pourcentage d'étudiants. Or, si la méthode révèle le cynisme de la bourgeoisie, elle est peu efficace. Une chose est de prévoir, autre chose est de parvenir à planifier une telle évolution.

D'une part, la planification intégrale des formations supposerait d'adopter des procédures d'orientation scolaire très autoritaires que la résistance des jeunes, des familles et des enseignants empêche d'imposer. D'autre part, du point de vue de la bourgeoisie, il n'est pas certain qu'une planification réussie des formations ne conduise pas à freiner la « mobilité professionnelle » indispensable aux restructurations capitalistes. La mode de l'« adéquation emploi/formation » est donc passée.

Les pays capitalistes avancés entrent dans la crise économique avec un triple problème : éviter que les jeunes quittant l'école ne viennent grossir les rangs des chômeurs ; réduire le temps passé à l'école, devenue trop coûteuse ; amener les jeunes générations à renoncer à l'obtention d'une qualification liée à un seul métier. Et tout ceci n'est pas sans contradictions. Ainsi, garder les jeunes à l'école permet de masquer le chômage mais augmente le coût de l'Education.

LES EFFETS DE LA CRISE

La jeunesse scolarisée éprouve de plus en plus durement les conséquences de l'austérité budgétaire : locaux insuffisants et en mauvais état, machines et équipements pédagogiques non renouvelés, augmentation des effectifs dans les classes par manque d'enseignants, suppression d'enseignements, réduction des aides et des bourses aux élèves et aux familles, augmentation des frais d'inscription à l'université, etc. Les jeunes sont également frappés dans leur protection sociale : réduction drastique des indemnités de chômage (Belgique, Pays-Bas) ou aggravation des conditions donnant droit à ces indemnités (France).

Mais le fait majeur, d'une ampleur inégalée dans l'histoire du capitalisme, c'est le chômage massif des jeunes. Dans les sept grands pays capitalistes, il y avait un million de jeunes au chômage en 1970, et ils étaient 9,5 millions en 1983. Le taux de chômage des jeunes est deux fois plus grand que celui des adultes au Canada, en Finlande et au Japon. Il est trois fois plus grand aux Etats-Unis, en France, au Royaume-Uni et en Suède. Il est quatre fois plus grand en Espagne et au Por-

tugal et six fois plus grand en Italie. Ainsi, le nombre de jeunes dans le total des chômeurs atteint 45 % aux Etats-Unis, 57 % en Espagne, 62 % en Italie. Et, parmi les jeunes chômeurs, les couches les plus opprimées sont surreprésentées : filles, Noirs et Chicanos (latino-américains aux USA), enfants d'immigrés.

Le chômage des jeunes renforce la précarité de leur emploi. En France en 1980, la moitié des 16-21 ans disposant d'un Certificat d'aptitude professionnel (CAP) ou d'un Brevet d'études professionnelles (BEP) occupait un emploi précaire. Les moins de 25 ans constituaient 55 % des travailleurs intérimaires. Pressés de trouver un emploi, les jeunes acceptent plus facilement des contrats à durée déterminée. Le chômage favorise également la déqualification à l'embauche, car les patrons sont en mesure d'embaucher des jeunes pour des emplois d'un niveau de qualification et de salaire inférieurs à leurs qualifications. Il en résulte que les non-diplômés, les seuls qui ne peuvent pas être déclassés à l'embauche, sont les derniers embauchés.

Le chômage des jeunes bouleverse donc l'ensemble de leur rapport à la société. Ils ne sont pas seulement exclus du travail, ils se trouvent aussi exclus de l'autonomie financière, moyen de l'indépendance à l'égard de la famille, de la consommation de biens et de loisirs auxquels ils aspirent fortement, de la reconnaissance sociale attachée à l'exercice du métier. Ce faisant, ils sont aussi exclus des liens du travail, y compris politiques et syndicaux. Ainsi, le statut de la jeunesse n'est plus seulement le résultat de la prolongation de la durée de l'enfance — liée à la durée de la scolarisation — au-delà de l'âge biologique, il est maintenant renforcé par l'exclusion du monde du travail. Le capitalisme tardif a fait de l'« insertion sociale et professionnelle » de la jeunesse (titre d'un rapport remis à François Mitterrand) un problème en soi. Il n'y a jamais eu d'expression plus nette du rejet de la jeunesse par un système social.

Le chômage des jeunes est trop important et trop durable pour ne pas modifier le comportement de la jeunesse, et pas seulement de sa fraction qui est directement touchée. D'abord parce que tout jeune scolarisé est un chômeur en puissance et le sait. « *No future* » (Pas d'avenir), telle est la perspective qu'offre le capitalisme aux jeunes générations. Il n'est pas acquis d'avance que les jeunes réagissent à cette situation par un mouvement collectif, par la recherche d'une issue socialiste à la crise. Le poids du chômage renforce la concurrence entre individus, favorise la compétition à l'école, le bachotage pour la quête du diplôme. Et une fois que l'on a franchi une certaine barrière sélective, on veut conserver l'avantage acquis. Ceux qui ont réussi à pénétrer dans la place n'ont pas « individuellement » intérêt à lutter contre la sélection qu'ils ont vaincue, et ceux qui n'y sont pas sont trop dispersés pour lutter.

Mais le chômage des jeunes est aussi un facteur explosif. La bourgeoisie ne s'y trompe pas. L'OCDE multiplie les avertis-

sements et coordonne les politiques de gestion du chômage des jeunes. Les sept chefs d'Etat impérialistes réunis au sommet de Williamsburg, en mai 1983, ont trouvé la place dans leur courte déclaration pour mentionner le chômage de la jeunesse. C'est une des hantises du président Mitterrand, la raison pour laquelle il affiche notamment son intérêt pour les cités de banlieue, concentrations de jeunes chômeurs et immigrés de la seconde génération. Toujours en France, la place prise par le ministère de la Formation professionnelle (à côté du ministère de l'Education nationale) ou bien les propositions répétées du patronat d'embaucher plusieurs centaines de milliers de jeunes, à prix réduit bien sûr, sont d'autres signes de l'inquiétude qui ronge la bourgeoisie.

POURQUOI LE CHOMAGE DES JEUNES ?

Il n'y a pas de mensonge plus répan- du que celui qui impute la responsabilité du chômage des jeunes à l'école, avec le raisonnement suivant : « *Puisque les jeunes ne trouvent pas d'emploi à la sortie de l'école, c'est que celle-ci ne les a pas préparés à la vie active.* » Il est vrai que plus un jeune dispose d'un diplôme élevé, moins il a de probabilités de chômer. Mais cela ne prouve finalement qu'une seule chose : que les patrons ont un rapport de forces en leur faveur qui leur permet de faire le tri et de recruter, pour chaque emploi et pour chaque poste offert, des jeunes surqualifiés. Le diplôme protège donc, mais uniquement à condition que tous les jeunes n'y accèdent pas.

Les arguments ne manquent cependant pas pour démontrer que le système de formation n'est pas responsable du chômage. Ainsi, on ne constate pas d'offres d'emplois qualifiés non satisfaites qui permettraient d'incriminer l'inadaptation des jeunes aux emplois proposés ! Par ailleurs, le nombre de jeunes quittant l'école avec un diplôme augmente. En France, entre 1973 et 1979, la part des diplômés à la sortie du système scolaire est passée de 33 % à 44 %. Mais les jeunes diplômés sont aussi condamnés au chômage, puisque celui-ci a augmenté dans la même période. Enfin, dans la pratique, les patrons ne manifestent pas de désaffection particulière vis-à-vis des jeunes : toujours en France, la part des jeunes dans les embauches, autour de 12 %, n'a pas varié entre 1973 et 1979.

Si donc la formation n'est pas la cause du chômage des jeunes, l'acharnement de la bourgeoisie à prétendre le contraire cache quelques mauvaises intentions. En attaquant ainsi l'école, le patronat cherche bien sûr à se disculper, mais aussi à faire avancer ses intérêts dans le système de formation, pour imposer ses volontés dans le système public d'éducation et développer la formation sur le tas, sans qualification préalable. « *Donnez-nous la responsabilité de la formation professionnelle des jeunes et nous les embaucherons* », tel est en quelque sorte le chantage des dirigeants capitalistes.

La bourgeoisie pousse d'ailleurs l'hy-

pocrisie assez loin, car dans les documents à diffusion restreinte elle reconnaît les faits contraires à ce qu'elle ressasse dans les grands médias. Voici, par exemple, ce qu'écrivait à ce sujet l'OCDE, en 1977 : « Avec les progrès de l'éducation, beaucoup ont maintenant de plus hautes visées, et espèrent trouver un emploi et faire une carrière dans laquelle ils pourront utiliser leurs connaissances et trouver davantage de possibilités de satisfaction et d'épanouissement personnel. Mais la structure de l'emploi dans l'économie et le contenu de la plupart des tâches ne correspondent plus à ce niveau supérieur d'instruction et d'aspirations. Certains signes laissent même prévoir une augmentation à long terme de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, que laisse prévoir en partie l'augmentation du niveau de chômage d'une récession à l'autre. »

La véritable explication du chômage des jeunes brille donc par sa simplicité, elle renvoie à la diminution globale du volume des emplois créés. Quand les créations d'emplois s'arrêtent ou régressent, il n'y a pas de place pour les jeunes à la recherche du premier emploi. Dans ce cadre général interviennent des paramètres particuliers : en Irlande, la forte industrialisation des années 1970 a relativement « profité » à l'emploi des jeunes, mieux préparés aux techniques modernes. Au Portugal, le rapatriement des colons des ex-territoires portugais d'Afrique après 1975, le retour des adultes immigrés partis travailler dans d'autres pays d'Europe, et l'exode rural ont, au contraire, renforcé les effets de la crise contre l'emploi des jeunes. Mais, au fond, le mécanisme est partout le même, et les jeunes en sont les premières victimes.

Ce constat, pour banal qu'il soit, démontre clairement que la propagande bourgeoise ment par deux fois. La première, quand elle affirme que l'école est la cause du chômage des jeunes. La seconde, lorsqu'elle prétend traiter le problème du chômage des jeunes par des médications particulières, qui feraient échapper ces derniers aux conséquences d'une crise économique dont ils sont pourtant les premières victimes. Or, il n'y a pas de traitement spécial, de « solution jeune » au chômage des jeunes, parce que celui-ci n'a pas d'autre racine que le chômage des adultes. Il n'y a pas de solution en dehors de la sortie de la crise.

On doit donc conclure que si la bourgeoisie maintient des « programmes spéciaux » pour l'emploi des jeunes, c'est pour des raisons qui n'ont pas forcément à voir avec les intentions affichées.

LES PROGRAMMES D'EMPLOI

Au cours des années 1970, tous les gouvernements bourgeois ont adopté, en direction des jeunes chômeurs, des programmes dont la ressemblance témoigne de l'intégration internationale des politiques bourgeoises pour la jeunesse. Ils s'articulent tous en effet autour de trois séries de mesures : développement de l'apprentissage sur le tas, mise en place de stages alternant travail et formation, ouver-

ture de grands travaux et incitation des jeunes à réaliser des « projets ». Ces mesures s'accompagnent d'une part du financement public à l'embauche des jeunes (charges sociales, coût de la formation, une partie du salaire du stagiaire), d'autre part de mesures d'encouragement aux petites et moyennes entreprises (PME) relativement plus créatrices d'emplois pour les jeunes que les grands groupes industriels.

Ces plans se sont appelés Youth Opportunities Programmes en Grande-Bretagne, stages EIFU au Danemark, Youth Employment and Demonstration Projects Act aux USA, Pacte national pour l'emploi en France. Ils ont tous évolué. L'OCDE décrit ainsi les deux « générations » de programmes :

— Dans les années 1975-1980, l'idée prédominait d'un chômage passager, et les plans ne devaient donc être que provisoires. « Tous ces programmes ont rapidement montré qu'ils avaient le plus souvent des effets bénéfiques négligeables sur la carrière professionnelle ultérieure. (...) Aussi, faute d'en retirer des avantages tangibles pour leur avenir, les jeunes ont commencé à demander que ces programmes soient sanctionnés par une qualification officielle et que les mesures prises en leur faveur aient une portée beaucoup plus grande », note l'OCDE. En un mot, ces programmes ont commencé à poser problème quand les jeunes ont voulu qu'ils servent à quelque chose. D'où une deuxième génération de programmes.

— A partir des années 1980, il s'agit de mettre en place un système, non de résorption mais de gestion du chômage des jeunes. Toujours d'après l'OCDE, « les programmes ont dorénavant pour objet de créer, après la scolarité obligatoire, une période d'attente de quelques années pendant laquelle tous les adolescents qui ne peuvent entrer immédiatement dans la vie d'adulte auraient droit à un travail, à des études ou à une formation ».

Aménager une période de transit entre l'école et la vie active, pour éviter les risques sociaux du chômage, telle est la solution bourgeoise au triple problème évoqué plus haut. Dans un rapport présenté à une réunion spéciale de l'OCDE en décembre 1980 sur les politiques d'emploi en faveur des jeunes, la représentante britannique Shirley Williams (ancien ministre travailliste, qui a quitté le parti en 1981 sur des positions de droite) déclarait que « l'idéal serait qu'une période de stage soit rendue obligatoire pour tous les élèves de quatrième ou de cinquième année (d'enseignement secondaire, ndlr.), que les adolescents puissent choisir, à l'âge de 15 ou 16 ans, de poursuivre leurs études ou d'accomplir, à plein temps, une année d'enseignement professionnel ou une année en alternance, et qu'ils puissent ensuite passer, en fonction du métier qu'ils auront choisi, à l'un ou l'autre des très nombreux cours de préparation à la vie active, qui iraient de brèves périodes d'initiation à un stage ou à un apprentissage complet ». Idéal complexe, dont le seul fil conducteur est de balader

les jeunes de stage en stage et de les faire quitter l'école plus tôt.

La fonction politique des programmes pour l'emploi est donc d'éponger le chômage par l'ouverture de parkings d'attente, et de modifier les structures de la formation initiale des jeunes en institutionnalisant des réseaux de formation parallèle qui ne dispensent aucune qualification reconnue. Cependant, ces stages peuvent apparaître à des jeunes sans autre alternative comme une « deuxième chance ». Il ne suffit donc pas de dénoncer cette fausse solution, il faut aussi intervenir sur son contenu pour y défendre les droits des jeunes — qualité de la formation, reconnaissance de la qualification acquise, rémunération — et pour y dénoncer le financement public de l'embauche des jeunes par les entreprises, ce qui revient à faire payer les travailleurs contribuables pour que d'autres travailleurs soient exploités comme salariés.

DES AXES DE LUTTE POUR LA MOBILISATION DES JEUNES

Finalement, il n'y a pas de meilleur juge de l'efficacité de ces programmes que leurs propres défenseurs. Le rapport de l'OCDE déclare ainsi que « ces programmes n'améliorent qu'accidentellement les perspectives d'emploi de leurs bénéficiaires et ont rarement pour effet de réduire le taux de chômage ». Et, plus loin, que « toutes les mesures adoptées depuis 1970 n'ont pas ouvert une nouvelle voie d'accès à l'âge adulte, mais plutôt créé dans la société un espace, un enclos protégé, dans lequel des jeunes qui auraient été autrement en chômage pouvaient se faire leur place dans la société, tout comme l'a fait la prolongation des études secondaires ». Un « enclos pour la jeunesse », voilà donc le programme réel des gouvernements bourgeois, face auquel doit être proposé un programme de mobilisation de la jeunesse comprenant les axes de lutte concernant le droit à l'emploi et aux études.

— *Le droit à l'emploi.* Parce que le chômage des jeunes a les mêmes racines que celui de leurs aînés, ils ont le même intérêt dans la défense des revendications immédiates et transitoires suivantes : non aux licenciements, réduction immédiate de la durée du travail pour répartir le travail entre toutes les mains disponibles, ouverture des livres de compte des entreprises, contrôle des travailleurs sur le marché des affaires, expropriation des capitalistes et des cumulards.

Le « non » aux stages parkings doit s'articuler autour des revendications suivantes : à travail égal salaire égal, rémunération des heures de formation comme un temps de travail, garantie d'embauche en fin de stage, reconnaissance de tous les droits acquis des travailleurs, pas de formation sans qualification reconnue pour la sanctionner, prise en charge de l'ensemble du salaire direct et indirect par les entreprises.

La mobilisation de la jeunesse emprunte des formes particulières suivant les

pays. En Belgique, à deux reprises, en 1983 et en 1984, les jeunes chômeurs ont imposé la réalisation de l'unité du mouvement ouvrier pour la défense de leurs droits, au cours de deux marches nationales des jeunes contre le chômage (2). C'est là une bonne voie pour la mobilisation de la jeunesse aux côtés du mouvement ouvrier. Il est possible, dans d'autres pays, d'organiser les jeunes, chômeurs ou non, dans des comités pour l'emploi intervenant auprès des files de chômeurs devant les agences pour l'emploi ou les bureaux de placement, dénonçant les négriers modernes du travail intérimaire et recherchant la solidarité militante des organisations ouvrières.

— *Le droit aux études.* C'est là un droit légitime des jeunes, dont la défense passe par un « non » aux programmes d'austérité en matière d'enseignants, de locaux et de crédits. La jeunesse n'accepte pas la « logique » implacable du système capitaliste, suivant laquelle il y aurait trop d'étudiants diplômés susceptibles d'enseigner, trop de travailleurs du bâtiment à même de construire les établissements scolaires qui manquent, trop de richesse créée, et qui conduit, au nom

du profit, aux licenciements et à la destruction du potentiel de production. Elle sait que les moyens matériels et humains existent pour en finir avec l'austérité et que les gouvernements bourgeois retirent finalement à l'école et à la santé ce qu'ils donnent aux généraux et aux patrons.

La défense du droit aux études justifie aussi la revendication de scolarité prolongée. Ainsi, au Portugal par exemple, le passage de 6 années d'études obligatoires à 9 années est une revendication démocratique avancée par le mouvement ouvrier. Ailleurs, c'est la prolongation de la scolarité, de 16 à 18 ans, qui est exigée.

En Espagne, la LODE, en France, la loi Savary, institutionnalisent le financement public des écoles confessionnelles et privées. Le gouvernement italien s'apprête à en faire autant. Les fonds publics doivent aller aux écoles publiques. Les écoles privées doivent choisir soit les fonds publics et la nationalisation laïque, soit le statut privé avec alors seulement un recours à des fonds privés. La mobilisation contre la confessionnalisation de l'enseignement se développe autour de la reven-

dication démocratique d'un système d'enseignement unique concrétisé par le mot d'ordre d'une seule école, l'école publique et laïque.

L'opposition à la sélection, aux discriminations dans les études doit se concrétiser autour du mot d'ordre du refus des examens d'entrée dans les établissements scolaires, du refus de la hiérarchisation des établissements et de la concurrence entre eux dans le service public, de la demande de reconnaissance des diplômes sur tout le territoire national, de la revendication de la gratuité réelle des études, de la lutte contre le sexisme dans les filières de recrutement et dans les manuels scolaires, de la défense des minorités opprimées comme lors de la bataille du « busing » aux Etats-Unis (3), du rejet des écoles-ghettos réservées aux plus défavorisés.

Tant que les lycées étaient réservés à leurs propres enfants, les bourgeois les ont conçus comme des lycées-casernes et ont tout fait pour protéger « leurs » écoles de la contamination du monde extérieur. Aujourd'hui, les bourgeois sont les plus chauds partisans de l'« ouverture » de l'école, c'est-à-dire qu'ils sont en fait favorables à l'ouverture des portes de l'école pour qu'en sortent les jeunes des familles populaires, pour que ces derniers ne s'attardent pas trop sur les bancs de l'école. Cela concerne en particulier les jeunes ouvriers en formation, auxquels ils proposent le développement de l'apprentissage sur le tas et l'alternance école/entreprise. S'il faut dire « oui » à l'école du travail, l'on ne peut que s'opposer à cette conception patronale de l'alternance, car de telles formules d'enseignement se font au détriment de l'acquisition de la qualification et livrent les jeunes à l'exploitation du travail. Le pays le plus souvent cité en exemple par les bourgeois européennes pour avoir poussé le plus loin ce type d'enseignement alterné, la République fédérale allemande (RFA), est lui-même contraint aujourd'hui de remettre partiellement en cause cette alternance. La RFA a ainsi dû instaurer une « année de formation professionnelle de base » (Berufsgrundbildungsjahr, BGJ) comme première des trois années d'enseignement alterné, afin de relever le niveau de la formation acquise dans les entreprises.

La liaison entre la formation et la production, qui permettrait aux jeunes de se former au contact de la réalité sociale, de participer à la production de biens utiles, n'est pas réalisable dans une économie soumise à la loi du profit, c'est-à-dire à l'exploitation de la main-d'œuvre salariée et à la déqualification du travail.

Mme Shirley Williams a récemment fait une proposition « révolutionnaire » dans le cadre d'un rapport à l'OCDE, en affirmant que « les adolescents ne seront guère tentés de poursuivre leurs études

Les marcheurs contre le racisme et pour l'égalité. (DR)



2. Cf. l'article publié sur ce thème dans le présent numéro d'*Inprecor*.

3. Le « busing » est le nom donné à une campagne démocratique contre la ségrégation dans les bus de ramassage scolaire et dans les écoles aux Etats-Unis.

s'ils sont privés du gain que leur procure-rait un emploi ou un apprentissage. Par conséquent, ceux qui poursuivent leurs études à l'école devraient recevoir une rémunération financière à peu près égale à celle des adolescents qui entrent en apprentissage. » Quelles que soient les motivations propres de Mme Shirley Williams, cette idée rejoint la revendication justifiée d'une allocation d'études pour les jeunes en formation. Shirley Williams doit donc être prise au mot.

LA RADICALISATION DES JEUNES ET LA CONSTRUCTION D'ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES DE LA JEUNESSE

La plupart des militants venus à la politique au travers des grandes luttes de la jeunesse scolarisée dans les années 1960 et 1970 ne reconnaissent plus la jeunesse d'aujourd'hui. Ils sont naturellement portés à croire qu'elle s'est détournée de la politique et a reporté son intérêt sur des activités culturelles ou sur des préoccupations individuelles. Mais c'est là une vue superficielle et paralysante. La nostalgie n'aide pas à comprendre les changements concrets de la radicalisation des jeunes, et encore moins à en déduire des tâches pour les militants révolutionnaires.

Dans la jeunesse scolarisée, la crise économique a accéléré le passage de luttes offensives qui prenaient la forme de critiques actives et massives du caractère de classe de l'école, à des luttes défensives pour la préservation des conditions matérielles et des droits démocratiques dans le système de formation. Cette évolution objective, de même que le statut social des jeunes en formation, fondent la nécessité d'une intervention syndicale dans les lycées et les universités. La rotation rapide des générations et la discontinuité des mouvements de masse ont entraîné dans un certain nombre de pays une rupture des traditions. Dès lors, ce qui était acquis hier ne l'est plus spontanément aujourd'hui, notamment dans le domaine des formes démocratiques de lutte (assemblées générales, comités de grève, coordinations). Beaucoup de choses sont donc à réapprendre. La jonction du mouvement de la jeunesse avec la classe ouvrière est loin d'avoir la même force d'évidence que dans les années 1960 et 1970. L'adoption de mots d'ordre, de revendications, de plate-formes en convergence avec les intérêts de la classe ouvrière, de même que la recherche de la solidarité et de l'unité avec les organisations ouvrières ne s'imposent pas naturellement et deviennent l'objet de batailles de masse prolongées et difficiles. Dans ce cadre, les conséquences, notamment à l'université, de l'offensive idéologique anti-marxiste, ne doivent pas être sous-estimées. C'est donc un effort d'intervention considérable que doivent fournir les jeunes révolutionnaires dans les lycées et les universités.

Il est probable que les développements sociaux de la crise économique se concrétisent par un déplacement du point

sensible de la radicalisation de la jeunesse, depuis la couche des scolarisés de l'université à celle des jeunes travailleurs, qu'ils soient en formation, au chômage ou en entreprise. Ainsi, en France, ce sont les jeunes issus de l'immigration qui ont entraîné, avec la marche contre le racisme, l'ensemble de la jeunesse dans sa plus grande mobilisation depuis des années (4). Ces jeunes sont les premières victimes du chômage, et leurs parents sont en très grande majorité des ouvriers, souvent peu ou pas qualifiés. En même temps qu'ils combattent contre le racisme, les jeunes issus de l'immigration se mobilisent pour la reconnaissance de leurs droits, brutalement attaqués en cette période de crise. De même, en Belgique, le rôle joué par les jeunes chômeurs est le signe tangible que dans les mouvements de la jeunesse à venir, les couches les plus prolétariennes prendront, sinon l'initiative de ces mobilisations, du moins une place déterminante.

Cela exige, pour les jeunes révolutionnaires, une capacité à se lier à des couches de jeunes très sous-représentés dans les organisations révolutionnaires à l'étape présente de leur développement. Il est sans doute plus conforme aux habitudes d'intervenir dans une grève lycéenne ou étudiante que de déployer un travail de masse patient dans une cité, un quartier, une école professionnelle, un foyer de jeunes travailleurs. Il est encore plus difficile de parvenir à combiner des campagnes politiques centralisées avec des initiatives locales souples. Ce constat ne signifie pas qu'il faille se désintéresser des étudiants et des lycéens, également victimes de la crise. Et il n'est pas plus aisé de traduire dans le fonctionnement d'une organisation révolutionnaire de jeunes un style, des méthodes qui la rendent ouverte et attrayante à des jeunes révoltés sans expérience politique. Là encore, les jeunes ont à enseigner aux organisations révolutionnaires « adultes » ce que peut et doit être une organisation de jeunes, à l'avant-garde dans son activité, mais de masse dans ses critères de recrutement et de fonctionnement.

L'anti-impérialisme n'a pas disparu des terrains de radicalisation de la jeunesse. Sans doute, la révolution nicaraguayenne n'a pas fait se lever une génération entière de militants, comme l'avait fait vingt ans plus tôt la révolution cubaine. La politique bureaucratique des pays de l'Est tout comme l'intervention de l'URSS en Afghanistan n'ont pas peu contribué à confiner le « tiers-mondisme » des jeunes au seul terrain de la défense élémentaire des droits de l'homme. Mais le pillage du Tiers-Monde, la faim à laquelle l'impérialisme condamne des centaines de millions d'êtres humains, restent dans la conscience des jeunes, comme l'un des actes d'accusation les plus terribles contre la domination capitaliste. Dans les dernières années, les mobilisations contre la guerre ont largement occupé la place que tenaient dans les années passées les mouvements de solidarité avec les révolutions coloniales.

Dans le mouvement antiguerre, la jeunesse a fourni les plus gros bataillons

des mobilisations. La lutte contre la militarisation a entraîné plus de jeunes qu'aucune action de solidarité avec la révolution cubaine ou vietnamienne n'avait pu mobiliser. Il est vrai que s'il est incomparablement plus massif, le mouvement antiguerre est aussi moins radical que le furent les mouvements de soutien à des révolutions socialistes en cours. Mais il confronte directement la jeunesse dans chaque pays à la politique de son propre gouvernement. Il la conduit à la prise de conscience des risques mortels que le capitalisme et ses perspectives pour échapper à la crise font courir à l'humanité.

Ce phénomène de masse n'a pas donné naissance à des courants révolutionnaires structurés, mais les organisations révolutionnaires existantes seraient aveugles si elles se contentaient de mesurer la portée du mouvement antiguerre à l'aune de leur propre recrutement dans ce mouvement.

Le capitalisme renforce, dans sa phase de déclin historique actuel, la dépendance et l'oppression de la jeunesse. C'est cette réalité objective qui trace l'arrière-plan de toutes les mobilisations des jeunes. Quels que soient les thèmes sur lesquels elles se développent, ces mobilisations se nourrissent et s'alimentent de plus en plus de l'exclusion sociale et professionnelle des jeunes. Elles se fraieront un chemin que nul ne peut deviner à l'avance. La pire des politiques pour les jeunes révolutionnaires serait donc de tenter d'enfermer le mouvement de masse de la jeunesse dans le cadre de prévisions ou de campagnes volontaristes.

Une organisation de jeunes révolutionnaires peut vivre et se développer même avec quelques dizaines de membres, pour autant que ces derniers soient là où il faut être. L'insertion dans le milieu d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse ne dépend pas du nombre initial de ses militants mais de leur implantation, de leur capacité à se porter là où la jeunesse bouge, même si elle le fait sous des formes nouvelles, surprenantes, différentes, qui échappent aux canons traditionnels de l'activité politique. Cette insertion ne signifie pas pour autant une dispersion et un éclatement de l'organisation révolutionnaire. Au contraire, elle permet aux militants d'ancrer chaque campagne nationale de leur organisation dans le mouvement réel de la mobilisation des jeunes. Cette insertion ne signifie pas non plus une disparition de l'expression politique autonome de l'organisation. Tout au contraire, elle libère l'apparition politique de l'organisation, en aidant les jeunes révolutionnaires à devenir fiers de leurs traditions et de leur orientation programmatique, sans complexes vis-à-vis d'organisations d'adultes, parce qu'écoutes dans leur milieu, dont ils comprennent les formes de radicalisation. ■

Nicolas JEANSON,
10 mai 1984.

4. Cf. l'article sur ce thème dans le présent numéro d'*Inprecor*.

Solidarité avec la Jeunesse sandiniste

Interview de Lautaro Sandino, responsable de la JS-19

DEUX représentants de la Jeunesse sandiniste du 19 juillet (JS-19) nicaraguayenne viennent d'effectuer une tournée européenne de quatre semaines, à l'invitation des organisations de jeunes en solidarité politique avec la IVe Internationale. Cette initiative a été préparée en commun par les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) de Suisse, Roter Maulwurf de République fédérale d'Allemagne (RFA), les sympathisants du journal *Revolution* de Grande-Bretagne, la Jeune garde socialiste (JGS) de Belgique, Rebel de Hollande, et les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) de France. Ce sont au total plus de 10 000 personnes qui ont participé aux nombreuses réunions publiques organisées avec Alvaro Porta, membre de la direction nationale, et Lautaro Sandino, membre de la commission pour les relations internationales de la JS-19. Ces derniers purent aussi rencontrer plus de trente organisations différentes (partis, syndicats, groupes pacifistes) pour débattre d'un renforcement de la solidarité avec la lutte des masses populaires nicaraguayennes.

A Hambourg et Paris, des débats ont eu lieu dans les universités. En France et en Grande-Bretagne, les représentants de la JS-19 assistèrent à des congrès nationaux d'organisations d'étudiants. En Grande-Bretagne par exemple, ils prirent la parole devant les 2 000 participants du congrès de la Jeunesse socialiste du Parti travailliste (LPYS) et participèrent à des meetings organisés par des sections locales de cette organisation. En RFA, des rencontres ont été organisées avec les jeunes du Parti social-démocrate (SPD), et aux Pays-Bas, une réunion a eu lieu avec la direction du syndicat de soldats de ce pays. Alvaro Porta et Lautaro Sandino ont également pu s'entretenir en France avec des représentants des organisations de jeunesse du Parti communiste français et du Parti socialiste. Lautaro Sandino prit également la parole devant plusieurs milliers de personnes lors du meeting organisé par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) les 26 et 27 mai derniers. De nombreux autres meetings eurent lieu en Belgique, en Suisse, en Italie, y compris, dans ce dernier pays, à 9 heures du matin avec des écoliers en grève.

Les JSR de Suisse avaient aussi pris l'initiative de l'invitation des militants sandinistes dans la perspective de fournir une aide matérielle concrète à la JS-19. C'est ainsi qu'une collecte fut organisée lors de cette tournée en soutien au journal de la JS-19, *Los Muchachos*, et pour couvrir les frais de la tournée. Une fois que la somme nécessaire à l'envoi d'un matériel photographique, qui fait l'objet d'une campagne européenne (cf. encart), sera récoltée, les JSR entendent organiser l'envoi de deux centraux téléphoniques pour le siège national de la JS-19 à Managua.

C'est presque au terme du séjour de la délégation de la JS-19 en Europe que Lautaro Sandino a accordé pour *Inprecor* l'interview publiée ci-dessous. ■

« INPRECOR » : — Peux-tu faire le point sur le rôle de la jeunesse dans le processus révolutionnaire au Nicaragua ?

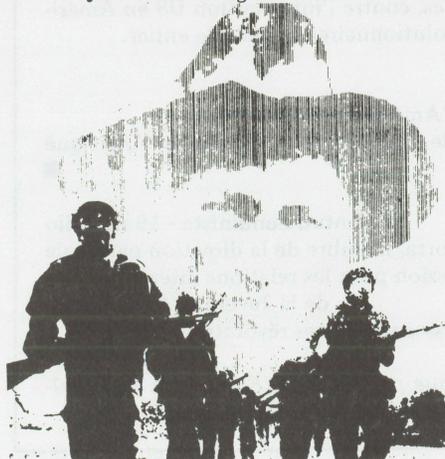
Lautaro SANDINO : — En premier lieu, il faut dire que la jeunesse a beaucoup participé à la lutte contre la dictature de Somoza. Elle a joué un rôle dynamisant dans la lutte qui a permis la victoire du 19 juillet. Immédiatement après la victoire, la campagne d'alphabétisation, qui s'est organisée sur une grande école pour la jeunesse nicaraguayenne et a renforcé son engagement dans les transformations sociales impulsées par notre avant-garde, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

La situation de la jeunesse est intimement liée à celle que vit notre pays. La jeunesse répond aux tâches que réclame la révolution populaire sandiniste, au niveau de la défense militaire comme au niveau économique et social.

Ceci ne veut pas dire que la jeunesse n'a pas de problèmes. Mais ces problèmes ne sont pas le produit de la révolution elle-même. Ils sont dus, à l'origine, à la dictature somoziste et sont actuellement la

conséquence directe de l'agression nord-américaine. C'est pour cela que la jeunesse sandiniste organise les jeunes — étudiants, travailleurs ou paysans — dans les forces armées, afin de les intégrer à la révolution, et se préoccupe aussi, en même temps, de lutter pour leurs revendications aux plans politique, culturel, sportif et récréatif.

— Quelle est la signification de la loi



— La première chose à dire c'est qu'en Amérique centrale, l'espérance moyenne de vie est de cinquante ans, ce qui fait que la population nicaraguayenne est jeune. Sur trois millions d'habitants, trois cent mille ont entre seize et dix-huit ans et 75 % de la population a moins de trente ans. Et à cause de la misère, nous, les jeunes, travaillons dès que nous avons douze ans, non pas pour obtenir une indépendance financière comme le problème pourrait se poser en Europe, mais pour assurer les moyens de subsistance de la famille. Ce lien avec le travail fait que la jeunesse nicaraguayenne mûrit rapidement.

La participation de la jeunesse dans la lutte contre la dictature, dans la campagne d'alphabétisation, la défense militaire, la bataille pour le développement de la production, a fait que celle-ci a gagné le droit politique de participer au processus électoral à partir de l'âge de seize ans. Cela ne signifie pas pour autant que les parents perdent leur droit parental. Ils le conservent. Et si la citoyenneté nicaraguayenne est reconnue à partir de seize ans, la majorité, elle, l'est toujours à partir de dix-huit.

— Quelles sont les transformations intervenues dans le domaine de l'éducation ?

— Auparavant, le système éducatif était principalement orienté dans l'intérêt de secteurs minoritaires de la population et destiné à préserver et maintenir le système de domination de l'époque. Aujourd'hui, le secteur éducatif est orienté vers la satisfaction des besoins des larges masses populaires, avec comme objectif l'élévation du niveau culturel de notre peuple, en développant en même temps la recherche scientifique et les formes démocratiques de participation dans la transformation du système d'éducation.

Par exemple, il existe une loi à laquelle se conforment les conseils consultatifs d'éducation, avec la participation de l'administration, des professeurs, des parents et des élèves. C'est ainsi que se décide la politique éducative dans une école ou une université.

Mais le plus important de tout est le programme d'éducation des adultes, qui a pour objectif d'obtenir un meilleur niveau technique et scientifique et, en même temps, de développer un mouvement d'enseignants populaires, de telle façon que celui qui dispose de plus de connaissances puisse les enseigner à ceux qui en savent moins.

— Quelles sont les mesures prises par le gouvernement sandiniste en ce qui concerne les femmes ?

— La première chose faite par le gouvernement a été de déclarer l'égalité entre l'homme et la femme, par exemple « à travail égal salaire égal ». La seconde décision fut d'adopter une loi qui interdise l'utilisation de la femme, de son image,

de son corps, à des fins publicitaires. Tu ne peux plus utiliser une femme pour faire vendre un détergent ou une automobile. Je crois qu'il y a beaucoup de choses qui progressent en ce domaine, mais il est difficile de rompre avec le machisme en si peu de temps. L'attitude des hommes par rapport à la femme doit encore changer.

— Quel peut être le rôle de la jeunesse sur cette question ?

— Dans la Jeunesse sandiniste du 19 juillet, nous considérons que les femmes ont les mêmes capacités que les hommes. Elles l'ont montré dans toutes les tâches de la révolution et, bien sûr, dans la lutte contre la dictature somoziste.

— Mais, concrètement, la libération des femmes signifie l'existence d'une infrastructure qui leur permette de s'émanciper du foyer. Où en est-on dans ce domaine ?

— Il nous plairait beaucoup d'avoir de nombreux centres d'enfants (CDI), ce qui permettrait que la femme puisse travailler et apporter sa pleine contribution à l'économie familiale. Même si nous n'avons pas les moyens suffisants pour développer les CDI, c'est une volonté du gouvernement révolutionnaire et de notre peuple d'avoir tous les CDI nécessaires. Mais, pour le moment, il nous en manque encore beaucoup.

— Quel bilan tires-tu de la tournée des membres de la JS-19 réalisée à l'initiative des organisations de jeunesse de la IVe Internationale en Europe ?

— Nous venions en Europe avec trois objectifs : dénoncer l'attitude terroriste de l'impérialisme nord-américain, expliquer le processus électoral dans notre pays, trouver une solidarité concrète pour notre revue *Los Muchachos*. Nous croyons que le voyage a été très positif et que



Milicienne sandiniste. (DR)

nous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le niveau d'agression de l'impérialisme est chaque jour plus important. Ainsi, il est vital de former un large mouvement de la jeunesse contre l'intervention en Amérique centrale. Je pense qu'il est important de construire ce mouvement de la jeunesse, qui établisse un réseau de solidarité dans les lycées, les universités, les quartiers, et qui se donne le but de collecter des fonds, d'envoyer des brigades de jeunes, de mobiliser, ensemble, la jeunesse et de rompre le blocus de l'information qui existe contre le Nicaragua libre.

— Où en est, d'après toi, le mouvement de solidarité en Europe dans la réalisation de ses tâches ?

— Une des choses qui a beaucoup aidé le peuple nicaraguayen est la solidarité internationale (envoi de matériel, médecins, brigades). Tout cela a rompu le blocus que vit notre pays, et le mouvement de solidarité doit maintenir et amplifier cette action. Je crois que la défense de la révolution populaire sandiniste n'est pas seulement de la responsabilité des révolutionnaires nicaraguayens, mais aussi de la responsabilité de tous les gens épris de paix et de liberté. De tous, parce que la révolution est comme une flamme qui éclaire dans l'obscurité de la nuit, qui donne chaleur et espérance aux peuples d'Amérique latine qui vivent sous les dictatures, dans l'arriération et la misère. Mais les ennemis de la lumière, ceux qui aiment l'obscurité, prétendent l'éteindre et la détruire, et nous ne pouvons pas permettre cela. Tous unis, nous devons tout faire pour maintenir cette flamme ardente.

Propos recueillis pour « INPRECOR », Paris, 20 mai 1984.

DÉCLARATION COMMUNE DE LA JEUNESSE SANDINISTE DU 19 JUILLET ET DES JEUNESSES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES (SUISSE)

La révolution populaire sandiniste a réalisé de grands progrès sociaux et politiques pour le peuple du Nicaragua, et en particulier pour la jeunesse. La grande campagne d'alphabétisation, la réforme agraire, les progrès dans les domaines de la santé et de l'école, la préparation d'élections démocratiques, la reconnaissance accordée à la jeunesse, exprimée par l'abaissement de la majorité politique à 16 ans, la collaboration active des travailleurs, des paysans, des femmes et des jeunes à la construction d'une nouvelle société sont des exemples frappants de cette révolution.

Le FSLN et la Juventud Sandinista - 19 de Julio sont l'avant-garde politique qui fait avancer la construction d'une nouvelle société au Nicaragua. La révolution populaire sandiniste est un exemple et un espoir pour les opprimés et les exploités en Amérique centrale et dans le monde entier.

L'impérialisme US et ses alliés veulent empêcher à tout prix la libération des peuples d'Amérique centrale et détruire la révolution sandiniste. Il organise, finance et initie le sabotage de la production, mène des attaques contre la population nicaraguayenne et perpète des massacres ; enfin, il prépare une invasion directe du Nicaragua. Cela doit être un signal d'alarme pour le mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale et doit nous conduire à un soutien renforcé. Nous devons convaincre les jeunes de tous les pays de la nécessité de se mobiliser afin de soutenir le peuple nicaraguayen.

Les organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IVe Internationale engagent toutes leurs forces pour soutenir politiquement, moralement et matériellement la Juventud Sandinista et la révolution populaire sandiniste. La proposition d'une campagne européenne pour récolter du matériel photo destiné au journal de la jeunesse nicaraguayenne *Los Muchachos* (tirage : 40 000 exemplaires) est une preuve concrète de ce soutien.

Dans la situation actuelle, il est absolument indispensable d'apporter un soutien inconditionnel à la révolution sandiniste et de construire un large front unitaire, regroupant toutes les forces politiques, contre l'intervention US en Amérique centrale. Cela doit être la tâche des révolutionnaires du monde entier.

— Vive la solidarité internationale !
— Vive la lutte héroïque des peuples d'Amérique centrale !
— Arrêtons le bras de l'intervention de l'impérialisme yankee en Amérique centrale !

Juventud Sandinista - 19 de Julio
(Alvaro Porta, membre de la direction nationale
et Lautaro Sandino, membre de la commission pour les relations internationales
de la Juventud Sandinista),
Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR).

Cette déclaration commune est soutenue par les JCR (France), la JGS (Belgique), Rebel (Hollande), Roter Maulwurf (RFA) et Rivoluzione (Italie).

La radicalisation de la jeunesse issue de l'immigration

ZOUAOUI Benelmabrouk avait 23 ans. Il a été assassiné le 6 mai dernier par la police à Paris. C'est, à ce jour, le dernier jeune d'origine étrangère victime du racisme et des violences policières, mais c'est le dernier d'une longue liste. En un an, plus de 40 jeunes ont ainsi été tués ou blessés en France, victimes d'agressions à caractère raciste.

C'est au cours de l'été meurtrier de 1983 (1) que les jeunes de la cité des Minguettes, dans la banlieue lyonnaise, ont les premiers lancé une idée qui connaîtra un grand succès, celle d'organiser une riposte nationale aux agressions et aux campagnes racistes menées par la droite. C'est ainsi que prit forme la « Marche nationale contre le racisme et pour l'égalité des droits », initiée par une poignée de jeunes partis de Marseille le 15 octobre en direction de Paris, où ils devaient arriver le 3 décembre suivant. A chaque étape de cette marche à travers la France, des foules de jeunes se sont rassemblées pour accueillir les marcheurs. A Paris, le 3 décembre, lors de la dernière étape, 100 000 personnes ont défilé avec les jeunes marcheurs. Les principales organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, qui avaient initialement tourné le dos aux exigences des jeunes et des immigrés et n'avaient pas répondu à la propagande raciste des partis de droite, ont finalement dû, face à l'ampleur de la mobilisation, soutenir cette initiative (2). François Mitterrand lui-même dut accueillir une délégation de marcheurs, le soir de cette démonstration de force, et écouter leurs revendications.

Cette marche a été l'illustration d'une radicalisation en profondeur de la jeunesse issue de l'immigration. Plus que l'expression ponctuelle d'un ras-le-bol face aux agressions et à la montée du racisme, il s'est agi de l'apparition sur la scène politique de cette couche de jeunes, comme force déterminée à se mobiliser pour la défense de ses droits dans la société française.

Dans les mois qui ont précédé la marche comme dans ceux qui l'ont suivie, le bouillonnement des jeunes dans les cités ouvrières et populaires a donné naissance à une multitude d'associations locales. Pas une banlieue, une ville ouvrière, un grand ensemble urbain sans son association, tantôt à vocation plutôt culturelle, tantôt à caractère plutôt revendicatif, affirmant par leur existence même la volonté de ces enfants d'immigrés de prendre eux-mêmes leur avenir en main.

Lydia GAELLE

Dans les années 1950, lorsque le patronat français a fait appel aux travailleurs immigrés, il s'agissait pour lui d'employer une main-d'œuvre docile, mobile, discrète et inorganisée, pour baisser ses coûts de production. En 1974, lorsqu'il a refermé le « robinet de l'immigration » (l'expression est de Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés sous Giscard d'Estaing jusqu'en 1977), sans doute n'avait-il pas pensé aux enfants des immigrés installés en France. Il découvre aujourd'hui plus de deux millions d'enfants d'immigrés qui arrivent à l'âge adulte, au moment même où la crise économique frappe de plein fouet et divise les travailleurs en alimentant le racisme. Pour ces foules de jeunes que le capitalisme ne digère pas, le mythe de la France « pays d'accueil » n'existe pas et, contrairement à la conception des patrons, la solution logique à leur déracinement ne se trouve pas dans le retour dans le pays d'origine de leurs parents.

EXCLUS AU NIVEAU SOCIAL, POLITIQUE ET CULTUREL

Austérité, chômage, racisme, discriminations à l'école, au travail, face à la

justice ou à la police, contrôles d'identité en fonction de l'apparence physique, ennuis dans les cités de banlieue, voilà les caractéristiques de la vie des jeunes d'origine étrangère dans la France de 1984. Ils sont rejetés, niés, dénigrés aussi bien au niveau social, que culturel et politique, et ce d'autant plus que la crise favorise le développement du racisme. Mais ces jeunes ne veulent pas accepter le statut social de deuxième ordre qui était réservé à leurs parents qui, eux, « en ont bavé » sans obtenir en fait la moindre considération réelle auprès de la population française. Pour les jeunes immigrés nés ici, la France n'est pas un passage provisoire où l'on travaille en rêvant du retour au pays. Le terme même de « deuxième génération », fréquemment utilisé pour qualifier cette catégorie de la population, est incomplet dans la mesure où il ne rend pas compte du fait que c'est une génération qui refuse les conditions de vie qui ont été celles de la première génération d'immigrés.

Les jeunes issus de l'immigration sont exclus de la vie sociale, bien qu'ils aspirent légitimement à un autre avenir que celui d'OS (ouvrier spécialisé, sans qualifications) ou de manœuvre qui leur est généralement proposé, une solution que le capitalisme en crise n'est d'ailleurs même plus capable de leur proposer. Auparavant

marginalisés dans les emplois les moins qualifiés, ces jeunes vont aujourd'hui grossir le contingent des 2,2 millions de chômeurs officiellement recensés. S'ils échappent au chômage, c'est pour être déplacés de stage de formation en stage de formation, ce qui permet de les retirer des statistiques du chômage et de les faire patienter un peu. La première forme d'exclusion que subit un jeune d'origine étrangère, c'est donc le chômage, qu'il possède ou non la nationalité française, car un patron, avant de regarder ses papiers, considère d'abord son visage et la consonance de son nom (3).

Ces enfants d'immigrés sont aussi des exclus au plan politique, puisque les droits des jeunes français leur sont refusés, dont le droit de vote et d'éligibilité. Ils doivent, dès l'âge de 16 ans, posséder une carte de séjour d'une durée limitée, qui correspond à la conception d'une immigration mobile voulue par le patronat. L'attribution de cette carte de séjour dépend de la possession d'une carte de travail, qui dépend elle-même du fait d'obtenir un emploi. Ces papiers particuliers créent immédiatement une différence avec les jeunes de nationalité française qu'ils côtoient. Alors qu'ils aspirent à participer à la vie du pays où ils résident, les lois les en tiennent à l'écart.

Culturellement, ces jeunes sont aussi rejetés et opprimés. Leurs valeurs traditionnelles, celles correspondant à la culture qu'ils ont reçue dans le cadre familial, ne sont pas reconnues, par exemple à l'école, où l'on tend surtout à normaliser l'enseignement. Plutôt que de reconnaître leur identité propre, la société la dévalorise, la nie, déclarant simplement à leur sujet qu'ils sont assis entre deux chaises. Aucune place n'est laissée à l'expression de leur identité culturelle spécifique. Seul leur est offert le choix entre l'assimilation, c'est-à-dire la négation d'une partie de leur identité et de leur culture, et le retour dans un pays qu'ils ne peuvent pas considérer comme étant le leur, puisqu'ils n'y sont pas nés, qu'ils n'y ont pas grandi, et qu'ils n'en parlent souvent même pas la langue. Cette politique se concrétise notamment par le refus de proposer à ces jeunes le droit à la double nationalité.

DES REVENDICATIONS SPÉCIFIQUES

C'est donc dans les domaines politique, social et culturel que ces jeunes issus

1. Au cours de l'été 1983, de nombreux jeunes d'origine maghrébine se sont fait agresser. Plusieurs d'entre eux ont été tués par la police, par des vigiles ou par des habitants des cités populaires de banlieue.

2. La marche a finalement été soutenue par le PC, le PS, la CGT, la CFDT, la FEN, le MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), la FASTI (Fédération des associations de travailleurs immigrés), le PSU (Parti socialiste unifié), les JCR, la LCR.

3. Les jeunes d'origine algérienne nés en France après l'indépendance de l'Algérie, à partir de 1963, ont la nationalité française. Pour les autres nationalités, les enfants ont la nationalité de leurs parents jusqu'à 18 ans et ne peuvent devenir Français à cet âge que s'ils ont résidé en France les 5 dernières années. La nationalité française leur est alors accordée automatiquement. Mais si le jeune la refuse, il doit faire des démarches auprès des pouvoirs publics.

de l'immigration ont des revendications à faire valoir. Ils ont un espace à conquérir, et c'est cette exigence qu'ils avancent avec force depuis plusieurs mois. Il est impossible pour eux de concevoir — comme le faisaient souvent leurs parents et comme le voudrait une certaine argumentation —, que ce soit un privilège pour eux d'avoir un employeur qui leur donne du travail et de pouvoir considérer la France comme un pays d'accueil. Tout d'abord, parce que le travail leur est refusé et que la crise les frappe les premiers. Ensuite, parce que depuis qu'ils vivent et travaillent en France, les immigrés se sont organisés et ont accumulé des expériences de lutte. Enfin, parce que lorsque ces enfants d'immigrés sont nés en France et y ont grandi, ils se sentent encore plus déterminés à revendiquer le droit d'y vivre sans être agressés. Le sentiment d'exclusion, d'injustice, les discriminations, le racisme quotidien, en un mot le statut d'« étranger », leur est devenu insupportable.

Les jeunes issus de l'immigration revendiquent de pouvoir vivre là où ils se trouvent, comme ils l'ont affirmé avec détermination ces derniers mois. L'enjeu de cette bataille, c'est l'avenir en France de toute cette génération. A partir d'une situation qui est analogue à celle des travailleurs et des jeunes de nationalité française, ils exigent d'abord les mêmes droits politiques qu'eux et le droit de vivre sans risque de se faire abattre par un raciste, sans oublier le droit d'expression de leur culture propre, même si le gouvernement s'est saisi de l'existence d'une identité culturelle spécifique comme d'un argument pour leur refuser l'égalité des droits.

La lutte des jeunes issus de l'immigration et celle de l'ensemble des immigrés, qui défend en dernière analyse les intérêts de toute la classe ouvrière, vise à obtenir l'acquisition des droits politiques pour chacun. C'est un combat pour que chaque personne, quelle que soit son origine ethnique, soit considérée comme un citoyen à part entière. Le droit de vote pour les immigrés, c'est simplement l'extension d'un droit démocratique acquis par les travailleurs du pays, et dont une partie d'entre eux — les immigrés —, en est toujours privée.

Leur lutte, c'est le combat contre la propagande raciste déversée par la droite et l'extrême-droite, banalisée par les campagnes politiques du Front national de Jean-Marie Le Pen, qui suscitent les agressions racistes contre les jeunes immigrés. Face à cette propagande raciste et devant la lutte des jeunes de l'immigration, les organisations ouvrières ont d'immenses responsabilités. Comment ne pas comprendre que certains des partisans de Le Pen passent aux actes, lorsque celui-ci peut déclarer, sans que le mouvement ouvrier ne réagisse, qu'il faut « combattre ces bandes de jeunes immigrés responsables de toutes les agressions » ? Lorsque le même Le Pen déclare qu'il faut refuser une Algérie allant « de Dunkerque à Tamanrasset », l'écho que lui font les organisations ouvrières, qui se prononcent pour combattre le chômage par le retour



Mobilisation des jeunes de l'immigration. (DR)

des immigrés dans leur pays, renforce la thèse de Le Pen affirmant que les immigrés sont responsables du chômage.

Les conditions sont aujourd'hui réunies pour que cette vague de radicalisation de la jeunesse issue de l'immigration ne soit pas sans lendemain, mais qu'au contraire elle entraîne derrière elle l'ensemble des jeunes.

LA RADICALISATION DE LA JEUNESSE ISSUE DE L'IMMIGRATION

Les campagnes racistes tendant à faire croire que les immigrés sont responsables de tous les maux de la société vont se poursuivre. Elles rencontreront d'autant plus d'échos que la crise économique et le chômage sont des facteurs de division des travailleurs et que le gouvernement Mitterrand-Mauroy continuera à mener une politique anti-ouvrière.

Les immigrés, jeunes et moins jeunes, même s'ils n'avaient pas le droit de vote pour chasser Giscard en 1981, ont mis beaucoup d'espérance dans la politique d'un gouvernement de « gauche » en matière d'immigration. En trois ans, la situation n'a cependant guère changé pour eux. Après une série de régularisations d'immigrés « sans papiers », le gouvernement du PS et du PC a renforcé les contrôles aux frontières et multiplié les expulsions arbitraires ; il a accentué les contrôles de police et l'ilotage des quartiers (présence permanente de la police dans les quartiers populaires), augmentant ainsi les risques de « bavures » racistes ; il n'a jamais démenti la propagande raciste ; il a accepté les licenciements massifs de travailleurs immigrés dans l'automobile ; il a accepté la libération d'assassins racistes alors que, pour des délits mineurs, les jeunes issus de l'immigration sont systématiquement mis en détention préventive puis condamnés à de lourdes peines. Face à cela, les organisations ouvrières traditionnelles, notamment les syndicats, ont brillé par leur passivité et se sont refusées à engager toute mobilisation.

Ce sont donc les jeunes eux-mêmes qui ont dû répondre au climat raciste créé depuis la campagne des élections municipales en mars 1983. Ce sont eux qui ont su se faire entendre, en s'organisant et en se mobilisant pour la défense de leurs droits. C'est un mouvement en profondeur qu'ils ont mis en marche et qui a, avec insolence, bouleversé bien des idées reçues les concernant. Par leur action, ces jeunes ont su donner d'eux une autre image que celle d'une jeunesse marginalisée et délinquante. Ils ont bouleversé l'image traditionnelle d'une immigration muette et inorganisée, peu attachée à peser sur la situation politique. Ils ont organisé une des plus grosses manifestations populaires depuis la victoire électorale des partis de gauche du 10 mai 1981, en toute indépendance des organisations ouvrières traditionnelles. Ils ont traversé toute la France pour rencontrer Mitterrand et lui présenter leurs revendications, portées par un mouvement qui peut apparaître comme un exemple à de larges secteurs de la classe ouvrière.

Avec la « Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits » et la création de leurs associations, c'est une riposte éclatante qu'ils ont su donner à la situation intolérable qu'ils subissent. Le soir même du 3 décembre commençait pourtant la « deuxième » marche, celle de la poursuite de la bataille engagée contre le racisme, pour l'acquisition des droits politiques et notamment le droit de vote. Elle a démarré dans toutes les villes de France, où de multiples initiatives sont prises : un concert de rock contre le racisme organisé par la coordination lycéenne antiraciste à Lyon, le premier Printemps de l'immigration organisé par le collectif des associations de jeunes de Lille, des manifestations contre la propagande raciste et fasciste dans toutes les villes où Le Pen tient des meetings pour les élections européennes du 17 juin prochain.

Les associations progressent par ailleurs dans leur coordination à l'échelle nationale, avec l'organisation des premières assises des jeunes de l'immigration.



Contre le racisme, le 3 décembre 1983 place de la Bastille, à Paris. (DR)

Elles doivent permettre de discuter de l'expérience de tous les jeunes, d'envisager de nouvelles campagnes et de nouvelles initiatives nationales dans les mois qui

viennent. Un lien permanent entre les associations permettrait non seulement une meilleure information de tous, mais aussi une riposte systématique et rapide à n'im-

A L'ÉCOUTE DE RADIO BEUR (1)

Les jeunes issus de l'immigration veulent vivre ici et maintenant. Ici, parce qu'ils y sont nés, qu'ils y ont grandi, que pour eux le mythe du retour en Algérie ou au Maroc n'existe pas, parce qu'ils parlent davantage français qu'arabe. Ils vivent maintenant en France et veulent y être reconnus. Nés dans le béton des banlieues populaires, fils ou filles d'étrangers, ils ont leur propre identité culturelle, et c'est pour « revendiquer un espace sociale et un espace culturel » que Radio Beur a été créée il y a un peu plus de deux ans dans la région parisienne.

Avec Radio Beur, les jeunes issus de l'immigration prennent enfin la parole, sans l'assistance de qui que ce soit. Ils y parlent français, arabe ou kabyle. C'est la rencontre et l'addition de la culture du pays d'origine de leurs parents et de la culture qu'ils ont reçue ici depuis qu'ils y vivent. Ce qu'ils réclament, c'est « moins le droit à la différence qu'à l'interférence ».

Radio libre, sans subventions, Radio Beur vit du soutien de ceux qui l'écoutent. Des concerts de soutien sont régulièrement organisés. En plus d'un rôle culturel et d'information, Radio Beur est aussi un instrument de lutte. De cité en cité, son équipe d'animateurs est là pour aider les jeunes à s'organiser et à revendiquer. Ils ont notamment joué un rôle très important pour faire connaître la marche de décembre 1983 et organiser son accueil à Paris. ■

1. « Beur » est un terme tiré du « verlan » (« l'envers »), langage des jeunes des banlieues, français ou immigrés. C'est la contraction déformée et à l'envers du mot « arabe » (arabe - rebeu - beur), souvent utilisée par les jeunes immigrés pour se désigner eux-mêmes.

porte quelles agressions ou crimes racistes. La mise en place d'un pôle national de regroupement des associations serait donc la meilleure manière d'affirmer la force des jeunes contre le racisme et pour l'égalité des droits.

L'ACTIVITÉ DES JCR

Les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR, organisation de jeunesse en solidarité avec la Ligue communiste révolutionnaire, LCR, section française de la IV^e Internationale), se sont pleinement inscrites dans la mobilisation des jeunes issus de l'immigration. Dès le début de ce mouvement, les militants des JCR ont participé à son organisation, dans ses comités, ses associations à la base, faisant ainsi reconnaître leur organisation comme une composante à part entière, comme une organisation utile pour cette lutte. C'est ainsi que dans un certain nombre de villes, les militants des JCR ont pu nouer des contacts étroits avec les jeunes des cités de banlieue regroupant la population immigrée.

Avec leurs tracts, leurs brochures et leur journal *Barricades*, les JCR ont non seulement participé à l'élargissement de la mobilisation des jeunes immigrés, mais ont aussi proposé leurs propres réponses politiques, expliquant les responsabilités du gouvernement et des organisations ouvrières dans la montée du racisme, et intervenant partout pour associer la lutte contre le racisme à la bataille pour l'égalité des droits. Car il ne s'agit pas seulement de dénoncer le racisme et les dangers qu'il représente pour l'ensemble des jeunes et des travailleurs, encore faut-il concrétiser cette bataille par des revendications précises, comme le droit de vote pour les immigrés, la carte unique de 10 ans renouvelable automatiquement pour tous les immigrés, l'arrêt des expulsions, la régularisation de la situation de tous les immigrés sans papiers, le droit au travail, au logement et à la formation. La prise à leur compte de ces revendications par les jeunes et leurs associations a donc été un axe important de l'intervention des JCR dans cette mobilisation, qui avait comme point de départ la révolte des jeunes face aux agressions répétées.

Alors même que le racisme affecte de manière négative les rangs de la classe ouvrière, les militants des JCR se sont attachés à contrer systématiquement les arguments anti-immigrés développés notamment par l'extrême-droite. Il s'agit en effet de bien comprendre qu'il est déterminant, pour les luttes à venir, d'éduquer toute une génération de jeunes à la solidarité entre français et immigrés. Dans les lycées, les lycées d'enseignement professionnel (LEP), les facultés, le développement des comités unitaires antiracistes, qui ont été créés pour assurer la préparation de la marche de 1983, doit permettre, au-delà de cette initiative, d'organiser la lutte des jeunes contre le racisme. ■

Lydia GAELLE,
1er juin 1984.

La mobilisation contre les missiles et pour le désarmement nucléaire

LA nouvelle montée spectaculaire du mouvement pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne, tout comme la première vague de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) (1) à la fin des années 1950 et au début des années 1960, est marquée par une forte participation des jeunes. Ceci s'explique essentiellement par le fait que c'est la jeune génération qui a le plus intérêt à empêcher un holocauste nucléaire, que c'est avant tout son avenir qui est en jeu.

Mais il y a aussi des causes plus conjoncturelles. Les jeunes ont été moins démoralisés que leurs aînés à la suite de la victoire électorale du Parti conservateur de Margaret Thatcher en 1979. Ils n'ont pas vécu de la même manière les attaques menées contre la classe ouvrière par les gouvernements travaillistes des années 1970. Pour beaucoup d'entre eux, la renaissance du CND a été leur première expérience politique. D'autres avaient déjà vécu la vague précédente de radicalisation de la jeunesse, à l'époque de la mobilisation impulsée par la Ligue contre le nazisme, à la fin des années 1970 (2), dont ils ont retenu les précieuses leçons quant à l'efficacité des actions de masse pour résister aux offensives de la réaction.

Piers MOSTYN

Une manifestation de 20 000 personnes en juin 1980, organisée à l'initiative du Parti travailliste, marque le début de l'émergence d'un mouvement de masse contre la décision de l'OTAN d'installer des missiles Cruise en Grande-Bretagne. Par la suite, les mobilisations vont aller en grandissant : 80 000 à l'automne de la même année, 250 000 en octobre 1981, niveau qui sera maintenu malgré la victoire politique de l'expédition militaire du gouvernement Thatcher aux Malouines. Quelques mois après la deuxième victoire électorale des conservateurs, en juin 1983, tous les pronostics sont bouleversés, quand le mouvement se montre capable de faire descendre dans la rue 400 000 personnes. Avec les mobilisations de masse anti-impérialistes du peuple irlandais qui ont accompagné les grèves de la faim des prisonniers républicains en 1981, la croissance de ce mouvement constitue peut-être l'un des défis les plus soutenus et les plus puissants à l'autorité du gouvernement conservateur à l'heure actuelle.

Parallèlement à cette relance de la CND, on a assisté à une radicalisation importante quoique minoritaire, au sein du mouvement ouvrier. A la suite des trahisons du gouvernement travailliste, qui ont permis la victoire de Thatcher en 1979, un nouveau courant de gauche s'est dessiné dans le Parti travailliste, organisé au début autour d'un programme de réformes démocratiques des structures du parti et de la responsabilisation de sa direction devant la base. Dirigé par Tony Benn, ce courant va partir de cette base d'activité pour devenir le point de rassemblement de tous ceux qui veulent se battre à la fois contre le gouvernement et contre les trahisons de la droite travailliste.

La CND et la gauche « benniste » vont alors commencer à s'influencer mutuellement. La revendication du désarmement nucléaire unilatéral augmente son score aux congrès successifs du Parti travailliste.



200 000 personnes à Londres contre les missiles, en octobre 1981. (DR)

1. La CND a été créée en 1958. Pendant plusieurs années, elle a organisé des mobilisations de masse sur le thème du désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Par la suite, elle a été réduite pendant de longues années à l'état d'un groupuscule, avant de connaître un nouvel essor avec le développement du mouvement contre les missiles. Dans son sein sont organisés, de façon plus ou moins autonomes, des secteurs tels que la Jeunesse de la CND (Youth-CND), la CND travailliste (Labour-CND), etc.

te pour atteindre, en octobre 1982, la majorité des deux-tiers qui garantit son intégration dans le manifeste électoral du parti. On assiste à des phénomènes semblables dans le TUC (confédération syndicale pratiquement hégémonique en Grande-Bretagne) dans toute une série de syndicats et, dans certains cas comme celui du Syndicat de la sidérurgie, malgré l'opposition des dirigeants. Le « bennisme », qui rencontre un écho dans les syndicats, va faire du thème du désarmement unilatéral un axe central de sa bataille contre la droite.

En 1983, la CND est non seulement capable d'impulser les plus grandes manifestations jamais vues en Grande-Bretagne depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais elle jouit aussi du soutien de la grande majorité du mouvement ouvrier organisé. Ce processus ne renforce pas seulement la CND, il prépare aussi le terrain pour une bataille de grande envergure entre la gauche et la droite, aussi bien dans le mouvement ouvrier que dans la CND.

Au Parti travailliste, c'est la gauche « benniste » qui se bat pour que la revendication du désarmement nucléaire unilatéral soit intégrée à la campagne électorale du parti, contre les oscillations du centre, représenté entre autres par l'actuel leader, Neil Kinnock, et l'opposition ouverte de la droite du parti, regroupée autour de l'ancien Premier ministre James Callaghan.

2. La Ligue anti-nazie s'est développée à la fin des années 1970. Mouvement de masse très dynamique, elle a réussi à mobiliser des dizaines de milliers de jeunes contre la montée des organisations d'extrême-droite, portant un coup sérieux à ces dernières. Sa spécificité a été de ne pas se limiter à des manifestations traditionnelles, mais de lancer des initiatives telles que des carnivals, des concerts « Rock contre le racisme », qui seront largement reprises par le mouvement contre les missiles.

Dans la CND se cristallise une aile gauche, autour de la défense des buts fondamentaux du mouvement — le désarmement unilatéral et le retrait de l'OTAN — contre toutes les tentatives faites pour les modifier, qui se bat pour des actions de masse dans le cadre stratégique d'une orientation de mobilisation en direction du mouvement ouvrier.

LE LANCEMENT DE LA YCND

C'est dans ce contexte qu'on peut le mieux comprendre le rôle joué dans ce mouvement par les jeunes, et en particulier le développement de la YCND (CND-jeune). La première conférence rassemblant les jeunes de ce mouvement se tint à Londres en décembre 1980. Elle était organisée par la direction de la CND en réponse à la participation croissante des jeunes à la lutte contre les missiles et à l'apparition de groupes de jeunes un peu partout dans le pays, dont certains, comme Youth Against the Missiles (Jeunes contre les missiles), ne font pas partie de la CND. 150 jeunes participèrent à cette conférence. Aucune résolution n'y fut discutée, mais un comité ad hoc fut élu avec, pour mandat, la convocation d'un véritable congrès de lancement pour avril 1981, où des délégués des sections locales pourraient voter des orientations et élire une direction. La YCND a donc un fonctionnement autonome dans le cadre du CND.

Cette décision aura au moins eu le mérite de donner aux jeunes un cadre national unique et structuré pour mener la lutte contre les missiles, et elle aidera à la création de sections de la YCND dans presque toutes les villes du pays. Ces sections naissent partout de la même manière. Un groupe de jeunes prend contact avec la CND, réserve une salle, publie un tract et organise une séance de *The War Game*, film fait pour la télévision dans les années 1960 et interdit à l'époque, qui montre toute l'horreur d'une guerre nucléaire. S'ensuit une prise de parole rapide d'un des animateurs du groupe et parfois un discours d'un représentant de la CND, et la réunion se termine par l'annonce des prochaines activités. Des centaines de jeunes prennent leur carte à la YCND lors de ce type de réunion, et une partie d'entre eux reviendra pour militer de manière plus régulière.

Bien que les sections organisent des débats sur toute une série de thèmes liés à la question de la guerre et discutent plus généralement de politique, leur succès se base surtout sur leur activité. Les jeunes qui se tournent vers la YCND ont envie d'agir, et le développement d'un secteur jeunes autonome sera la conséquence de la capacité de la YCND à répondre de manière structurée à ce désir d'action. Une fois créées, les sections de la YCND se montreront capables d'attirer des jeunes par des activités très variées, en organisant des séances de cinéma et des réunions, bien sûr, mais aussi des actions plus spectaculaires, telles que des simulacres dans la rue des effets d'une guerre nucléaire, des piquets et des occupa-

tions d'établissements militaires et de sièges du Parti conservateur ou de bâtiments gouvernementaux, des manifestations, des carnavaux, des fêtes, des bals, etc.

En général, toutes ces activités sont centrées autour de la préparation de grandes manifestations nationales, pour lesquelles la YCND peut mobiliser des milliers de jeunes. Certaines sections locales connaîtront une croissance importante, dépassant parfois la centaine d'adhérents. D'autres connaîtront une existence plus éphémère, n'arrivant pas à se stabiliser une fois épuisé le premier élan.

De plus en plus, au niveau national aussi bien que local, le but des débats de la YCND sera de définir une orientation qui puisse aider les sections locales à se maintenir après cette première étape et à construire une direction et des structures de coordination nationales efficaces, afin de consolider les progrès au niveau local et de faire avancer le mouvement dans son ensemble. D'une importance égale seront les débats sur la question des alliances nécessaires et sur le statut de la YCND au sein du mouvement large.

Les grands débats dans la YCND rejoignent ceux qui traversent tout le mouvement antimissiles, soulevant des questions politiques centrales. L'on discute des moyens d'empêcher l'installation des missiles, des différentes possibilités d'obliger le gouvernement actuel à stopper leur implantation, de l'attitude éventuelle d'un gouvernement travailliste, de la nécessité d'organiser des grèves, de la réaction de l'OTAN en cas de succès... Mais ces débats se développent plus rapidement chez les jeunes, qui en tirent des conclusions politiques plus radicales.

Depuis ses débuts, la YCND a tendance à s'identifier avec la stratégie d'actions de masse dirigées par le mouvement ouvrier, en faisant le lien entre la course aux armements et la politique de chômage et de réduction des dépenses sociales, et en refusant des compromis sur les objectifs essentiels du mouvement. Elle a soutenu à fond la puissante mobilisation des femmes de Greenham Common, parce qu'elle donnait la priorité à l'action en s'appuyant sur des activités de masse dans le cadre d'une ligne « unilatéraliste » sans équivoque. Le rôle important joué par des jeunes femmes dans la YCND renforce cet aspect du mouvement. Beaucoup de sections locales sont dirigées par des femmes, qui constituent souvent la majorité des adhérents. Il est significatif qu'au congrès de 1984, sur les six membres élus au comité national, quatre soient des femmes.

Il est plus difficile de détailler avec précision d'autres aspects de la composition de la YCND. Il est certain, par exemple, que le nombre d'adhérents a augmenté, passant de 300 adhérents au début à environ 10 000 aujourd'hui. Mais ce dernier chiffre peut être trompeur, dans la mesure où il inclut tous les adhérents de la CND nationale ayant moins de 21 ans, dont la majorité ne sont en fait pas organisés par les structures de la YCND. Il y a par contre d'autres jeunes qui ne sont pas comptabilisés comme

membres de la CND nationale, mais qui sont rattachés aux sections locales de la CND ou de la YCND. Il faut préciser que la CND nationale compte 85 000 adhérents, tandis que 250 000 sont organisés par les sections locales.

Le nombre de militants actifs de la YCND ne dépasse pourtant probablement pas les 2 000 personnes, bien qu'elle soit capable de mobiliser des dizaines de milliers de jeunes autour d'initiatives ponctuelles. Aussi est-il difficile de savoir le nombre exact de sections locales : le chiffre officiel du congrès de 1984 est de 150, alors qu'en 1983 la revue de la YCND, *Second Generation*, en revendiquait 300, chiffre sans doute exagéré. Il y a toujours eu une certaine coupure entre les petites sections isolées et fragiles et les grosses sections locales, qui sont plus dynamiques et jouent un rôle dirigeant, dont les plus connues sont celles de Birmingham et d'Oxford.

Quant à la composition sociale de ces structures, elle est très variable, mais en dehors de la forte proportion de femmes, c'est surtout une organisation très jeune — entre 14 et 18 ans pour l'essentiel — comprenant une proportion importante de lycéens, de jeunes chômeurs, de collégiens et de jeunes travailleurs. Pour la plupart d'entre eux, c'est là leur première expérience d'activité politique. Par conséquent, ils abordent les débats avec très peu d'idées préconçues. Ils sont intéressés par les thèmes libertaires, pacifistes, les questions de la libération des femmes et de la sexualité en général. Avant tout, ils sont très ouverts aux idées socialistes et disposés à soutenir les luttes anti-impérialistes.

UNE ORGANISATION COMBATIVE

Cette combinaison d'une forte combativité et d'une identification avec des forces liées à l'essor du courant Benn dans le Parti travailliste, ajoutée au fait que ce sont les jeunes qui sont les plus frappés par la crise, explique les spécificités du développement de la YCND.

En son sein, le lien a toujours été fait entre l'opposition aux missiles et la lutte contre l'austérité, ce qui s'exprime concrètement dans les actions menées sous le mot d'ordre « *Jobs not Bombs* » (Des emplois pas des bombes). Des sections locales font preuve d'une volonté de lier leurs initiatives aux luttes ouvrières avec ce mot d'ordre, en participant aux piquets de grève et aux manifestations ouvrières. Récemment, la YCND du sud du Pays de Galles a organisé une marche de trois jours sur le thème de « *Jobs not Bombs* », au cours de laquelle elle a apporté son soutien à la grève des mineurs en participant à un rassemblement à Cardiff et à des piquets de grève. La presse locale en a rendu compte sous le titre « *Des manifestants contre la bombe soutiennent les mineurs* », et leur message au rassemblement a été bien reçu par les grévistes.

La YCND s'est toujours montrée internationaliste. Au début de la guerre des Malouines, en avril 1982, elle décidait de

supprimer la séance de clôture de son congrès national pour participer à la première grande manifestation contre la guerre. En 1983, lorsque la direction de la CND décida de dissoudre, pour des raisons politiques, les structures nationales de la YCND, un des prétextes utilisés sera la décision de cette dernière de soutenir une manifestation contre la menace d'une intervention US ouverte en Amérique centrale, manifestation organisée à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'Etat au Chili.

La YCND se montrera aussi capable d'organiser ses propres initiatives. En septembre 1982, la section locale de Manchester lançait un appel pour une marche de trois jours à l'occasion du congrès du Parti travailliste sur le thème de « *Jobs not Bombs* ». Cette initiative, qui a rassemblé 150 jeunes et reçu le soutien de la YCND au niveau national, aura un réel impact au congrès. A la suite de cette réussite, c'est au tour de la section d'Oxford d'organiser une marche de trois jours sur Greenham Common pour soutenir le camp de la paix des femmes. La moitié des marcheurs étaient des femmes, et ce sont elles qui formaient la tête du cortège. Ce soutien apporté à la lutte des femmes de Greenham va contribuer à la populariser tout en renforçant l'activité de la section locale de la YCND. Ce type d'initiative va être répété à Londres, au Pays de Galles et à Burton Wood près de Manchester. Toutes ces marches commencent ou se terminent toujours près d'installations militaires ou nucléaires et s'effectuent en liaison avec d'autres forces du mouvement ouvrier ou avec les femmes de Greenham.

Mais l'événement le plus important sera la marche-fête « *Rock the Bomb* » du 7 mai 1983 à Londres, seule action de masse organisée par la YCND au niveau national. 30 000 jeunes participèrent à cette marche et 70 000 à la fête qui suivit, à laquelle seront présents les musiciens les plus connus des jeunes. La tenue de cette fête représente une victoire importante. Après deux ans de conflits avec la direction de la CND, il était ainsi démontré que des initiatives semblables à celles organisées dans le passé par la Ligue antinazie pouvaient être répétées, et que la YCND avait une capacité autonome de mobilisation des jeunes contre les missiles.

Après cet événement, le mouvement va connaître un nouvel essor et s'affirmer comme le mouvement politique le plus important parmi la jeunesse. Le journaliste du *Daily Mirror*, John Pilger, ne se trompait pas lorsqu'il écrivait avant cette fête : « *On ne le dit pas souvent, mais la YCND est le mouvement de jeunesse qui se développe le plus rapidement en Grande-Bretagne. Elle dépasse largement des phénomènes tels que les loubards du football et les punks, et les adultes feraient bien de l'écouter.* »

Malgré son importance, sa combativité et son potentiel de mobilisation, la YCND a toujours été très faible sur le plan organisationnel. Un nombre important de sections n'ont qu'une existence éphémère et le pourcentage des adhérents

organisés par ses structures est encore réduit. Une des conséquences de cette situation est que la YCND n'est véritablement capable de lancer ses propres initiatives d'ampleur que lorsqu'elle reçoit le soutien total de la CND. Cet obstacle pourrait être levé s'il existait à la tête de la YCND une direction de gauche capable de mobiliser de manière efficace le soutien de masse potentiel de cette organisation mais, actuellement, ce n'est pas le cas. L'histoire de la YCND est donc marquée par des tensions permanentes avec la direction de la CND, qui ont été aggravées par l'évolution des divergences politiques dans ses propres rangs.

DES CONFLITS AVEC LA DIRECTION DE LA CND

Ces tensions se sont exprimées de façon diverse, mais le problème de fond reste le même : les droits de la YCND à décider de ses propres orientations, priorités et initiatives. La gauche de la YCND s'est toujours battue pour cette autonomie, en soulignant qu'elle devait s'exercer dans le cadre large de la CND et soutenir ses buts, ses initiatives et ses structures. Mais la direction de la CND a toujours, de son côté, insisté sur le fait qu'elle devait conserver un droit de veto sur les décisions qui ne lui plaisaient pas, même si ces dernières n'avaient jamais dépassé le cadre des objectifs et des orientations générales de la CND.

Le premier conflit survint au congrès de la YCND en 1981, qui refusa d'accepter une limitation de l'âge de ses membres à 21 ans au lieu de 25 ans, limite qui était en vigueur. Un tel abaissement de la limite d'âge pour pouvoir participer à la YCND était un moyen de freiner la combativité de l'organisation de jeunes de la CND, alors que 25 ans est la limite d'âge traditionnelle pour les organisations politiques de jeunesse en Grande-Bretagne. Ce refus ne sera pas accepté par le conseil national de la CND, qui s'arroge ainsi le droit de déterminer la composition même de la YCND et ses statuts. Finalement, le congrès de la YCND de 1982 votera en faveur d'une limite d'âge à 21 ans pour l'adhésion nationale à la YCND.

La question centrale devint de plus en plus clairement celle de l'autonomie de décision de la YCND, revendiquée par la majorité de ses militants actifs. Depuis le début, la tactique préférée de la direction de la CND fut celle de la chasse aux sorcières, dont la cible privilégiée sera le courant organisé autour du journal *Revolution*, publié par des jeunes socialistes révolutionnaires au sein de l'organisation de jeunesse du Parti travailliste, les Jeunes socialistes du parti travailliste (LPYS). L'axe principal de son offensive est d'affirmer que la YCND est en train d'être noyauté par des « gauchistes » qui, par des méthodes antidémocratiques (on les accuse notamment de remplir des réunions avec leurs partisans et de truquer les listes d'adhérents) veulent faire adopter des orientations contradictoires avec celles de la CND dans le but ultime de dé-

truire la YCND en la transformant en une organisation révolutionnaire. Répondant à ces accusations sans fondement, *Revolution* et d'autres militants de gauche ont insisté sur le fait que la CND devait rester ouverte à tous ceux qui étaient d'accord avec ses objectifs, et que seul un mouvement uni et démocratique pouvait mobiliser les forces nécessaires pour atteindre ces objectifs. Cette bataille sur le statut de la YCND rebondira à plusieurs reprises jusqu'en 1983, un climat de méfiance par rapport aux initiatives de la YCND se développant à la direction de la CND, qui deviendra de plus en plus réticente à lui fournir l'aide matérielle nécessaire.

Cette attitude contraste avec celle adoptée par la CND pendant la première vague de mobilisations, vingt ans auparavant. Peggy Duff, une dirigeante de la CND de cette époque, a écrit dans ses mémoires intitulées *Left, Left, Left* (A gauche, à gauche, à gauche) : « *La campagne des jeunes était très différente (de celle des étudiants, ndlr.) (...) Bien que la limite d'âge officielle fut de 12 à 25 ans, la plupart des militants avaient moins de 20 ans et beaucoup étaient des lycéens. (...) Leurs opinions politiques étaient hétérogènes. Il y avait des communistes, des jeunes du Parti travailliste. Beaucoup étaient sans parti. Ils consacraient la plupart de leur temps à la YCND.* »

« *La CND a toujours eu une attitude de bon sens par rapport au mouvement de la jeunesse. Elle a reconnu que les milliers de jeunes qui militaient à la YCND (...) étaient un atout dont ne bénéficiait aucun autre mouvement politique. Nous leur avons donc donné des locaux et nous avons payé le salaire de leur permanent, tout en leur laissant une autonomie totale pour gérer leurs propres affaires. Ils organisaient leurs propres manifestations, dont deux qui traversèrent tout le nord de l'Angleterre, (...) ils publiaient leur propre littérature et leur journal, et tenaient leurs propres congrès.* »

Comme aujourd'hui d'ailleurs, la plupart des jeunes travaillistes de l'époque dont parle Peggy Duff étaient des militants soutenant des publications trotskystes.

LA BATAILLE AUTOUR DU CONGRES DE LA YCND

En 1983, le conflit entre la gauche et la droite de la CND s'est accentué, et les tensions entre la CND et la YCND ont conduit à une confrontation. Les missiles Cruise devaient arriver vers la fin de l'année, mettant ainsi à l'épreuve la capacité du mouvement à atteindre son objectif le plus immédiat. Thatcher et les conservateurs gagnèrent les élections de juin 1983 dans la foulée de leur victoire militaire contre l'Argentine lors de la guerre des Malouines, avec en face d'eux un Parti travailliste divisé et oscillant, et refusant de mettre en avant son orientation favorable au désarmement nucléaire.

Dans le mouvement ouvrier, les courants les plus à droite, soutenus par la revue du Parti communiste de Grande-Bretagne (PC), *Marxism Today*, avançaient l'idée

ment sur la base de structures plus solides et non pas de le dissoudre.

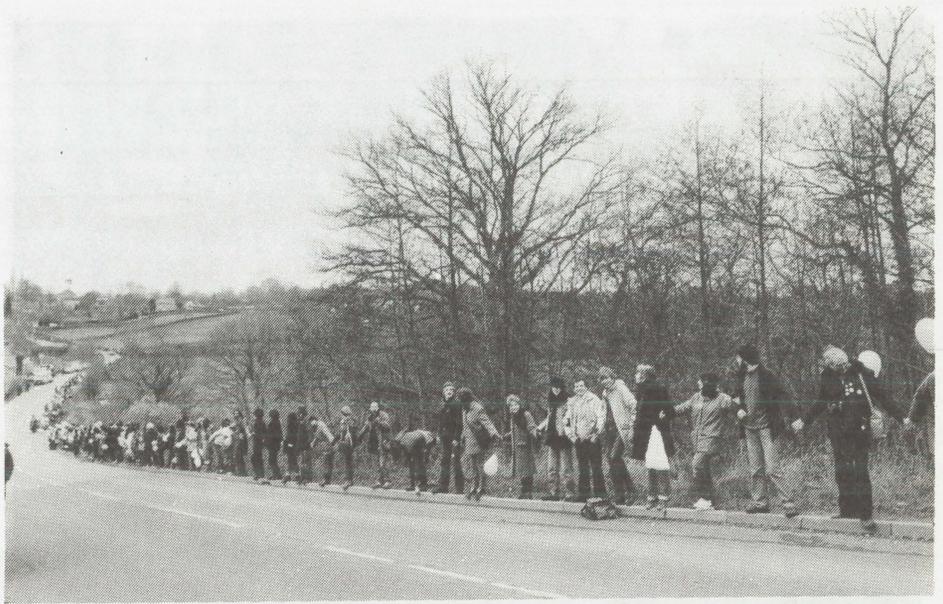
La gauche a rejeté l'argument selon lequel la résolution sur l'intervention US en Amérique centrale sortait du cadre des orientations de la CND, laquelle s'était déjà opposée à la guerre des Malouines et s'opposera, ensuite, à l'invasion de Grenade. Elle dénonça aussi le caractère antidémocratique et hâtif des décisions du bureau exécutif de la CND, qui ne fera aucune tentative de discussion avec le nouveau comité national de la YCND élu par le congrès. Enfin, la décision du bureau exécutif de la CND n'a même pas été soumise au conseil national de la CND, organisme suprême entre deux congrès, avant d'être appliquée.

Un « comité provisoire » de direction de la YCND fut désigné par le bureau exécutif, comprenant une majorité de ses partisans, dont certains avaient largement dépassé trente ans, mais incluant six membres du comité national dissout, dont deux représentants de la gauche. La gauche accepta ce compromis et comprit que la bataille pour convoquer un nouveau congrès et rétablir des structures démocratiques au niveau national nécessitait une pleine participation aux structures de la CND.

S'ensuivit donc une période de « guérilla », au cours de laquelle le comité provisoire de la YCND accepta de soutenir certaines propositions de la gauche, telle que celle d'une journée d'action au mois de novembre 1983. Mais la campagne de désinformation se poursuivit. Malgré la publication par les dirigeants de la gauche de la YCND d'un bulletin spécial, *YCND Truth Kit (La vérité sur la YCND)*, le congrès de la CND, en décembre 1983, approuvera les manœuvres de l'exécutif. Mais ce congrès sera quand même un succès pour la gauche. La politique du « gel nucléaire » est repoussée, les objectifs fondamentaux du mouvement sont réaffirmés, et l'orientation vers le mouvement ouvrier est majoritaire. Mais les militants actifs de la YCND sont très mal organisés lors de ce congrès. La très grande majorité des 100 délégués jeunes soutiennent une résolution condamnant l'action du bureau exécutif, sans pour autant réussir à faire accepter cette position au cours d'un débat qui ne dura que 30 minutes (5).

A la suite de ce congrès, la gauche tirera la leçon que pour défendre de manière efficace la YCND, il faut être mieux préparé sur le plan organisationnel aussi bien que politique. Aussi, devint-il clair que les jeunes ne peuvent pas obtenir satisfaction en étant isolés. Ils doivent mener la bataille sur l'autonomie et les orientations politiques de la YCND en se liant au courant de gauche qui se cristallise dans toute la CND. La prochaine étape devrait être le congrès de la YCND finalement reconvoqué pour février 1984.

Durant la période de préparation de ce congrès, le comité provisoire s'est livré à toute une série de manœuvres bureaucratiques, des responsables des sections locales subirent des pressions pour les amener à retirer des résolutions de gauche, la formulation de certaines résolutions fut



Chaîne humaine de 25 kilomètres des pacifistes britanniques autour de Greenham Common en mars 1983. (DR)

modifiée de façon arbitraire et les observateurs exclus du congrès.

Le congrès lui-même a cependant connu un grand succès. Il y eut 300 délégués représentant 90 sections locales. Joan Ruddock, dirigeante centrale de la CND ouvrit le congrès en reconnaissant sa représentativité et son caractère démocratique, jugement qui sera entériné par le bureau exécutif de la CND le même jour. Dès le début, le congrès réaffirmera les orientations politiques du congrès précédent et s'opposera à la droite et au bureau exécutif de la CND. Les décisions du comité provisoire de la YCND sur le refus d'un amendement à une résolution, pourtant accepté par ses auteurs, et l'exclusion des observateurs, sont remises en cause. Le rapport d'activité du comité provisoire, qui approuve l'action du bureau exécutif est rejeté, et le rapport de sa minorité de gauche condamnant le bureau exécutif et défendant l'unité et la démocratie est adopté. Presque toutes les résolutions présentées par la gauche sont majoritaires et, au moment de l'élection du comité national, la moitié des candidats soutenus par *Revolution* sont élus en bonne place. Une des décisions prises contre l'avis du bureau exécutif de la CND est l'appel pour une manifestation de masse contre la visite de Ronald Reagan. A la suite du congrès, cet appel rencontrera un écho grandissant, et la direction de la CND sera amenée à le soutenir (6).

Le congrès engage la YCND à s'opposer activement aux interventions militaires des puissances impérialistes et à se battre pour qu'il y ait des actions du mouvement ouvrier, y compris des grèves, contre les missiles. Du débat sur les femmes et la paix ressort l'engagement à soutenir l'action des femmes de Greenham, les actions non-mixtes contre les missiles, et des dispositions pour promouvoir la place des femmes dans le mouvement. Deux propositions d'initiatives concrètes sont aussi adoptées : celle d'une marche internationale des jeunes en direction des sièges de l'OTAN, avec des participants de tous les pays où vont être installés les missiles Cruise et Pershing ; la seconde est

celle d'une marche de 15 jours qui ferait le tour des bases nucléaires en Angleterre pour se terminer par une grande manifestation et un carnaval, sur le thème « *Jobs not Bombs* ».

PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Le rejet par le congrès d'une proposition de travail en commun avec les LPYS illustre la persistance d'un certain manque de clarté sur l'attitude que doit adopter la YCND par rapport au mouvement ouvrier. Cela s'explique, pour l'essentiel, par le fait que les LPYS, bien qu'étant l'organisation de jeunesse d'un parti qui soutient le désarmement nucléaire, se soient tenues à l'écart du mouvement pour la paix en l'accusant de ne pas être suffisamment « socialiste ».

Les partisans du journal centriste de droite *Militant*, qui dirigent les LPYS, ont une longue histoire de sectarisme par rapport aux campagnes de masse sur un seul thème. Par conséquent, la radicalisation massive de la jeunesse autour de la Ligue anti-nazie et de la CND n'a pas été canalisée afin de transformer les LPYS, d'une organisation de plusieurs milliers d'adhérents en un grand mouvement de la jeunesse socialiste capable de mener des campagnes de masse.

Le résultat a été l'apparition d'une minorité au sein des LPYS qui se bat pour construire l'organisation en la liant aux campagnes de masse, telles que la CND et les luttes des opprimés (femmes, lesbiennes, homosexuels), et en pratiquant un internationalisme conséquent. Cette minorité inclut beaucoup de militants de la YCND qui cherchent à faire des LPYS une direction politique pour toute la jeu-

5. Le bureau exécutif de la CND est aussi intervenu en citant un prétendu bulletin intérieur, *Revolution Youth*, pour tenter de convaincre les 2 000 délégués présents au congrès de la CND du risque que des trotskystes voulant détruire la CND ne prennent la direction de son secteur jeune.

6. Cette manifestation a rassemblé 150 000 personnes le 9 juin dernier à Londres.

nesse, mais pensent qu'elles doivent se transformer pour pouvoir jouer ce rôle. Les deux dernières années ont vu le soutien aux positions de cette minorité passer de 9 % à 23 % aux congrès annuels des LPYS. Cette progression peut favoriser un processus de travail en commun entre les LPYS et la YCND. Aussi, la direction des LPYS a-t-elle été obligée, sous la pression du mouvement de masse et de la gauche « benniste », de soutenir la YCND et de se déclarer en faveur de son développement. C'est un pas en avant important — même si aucun partisan de *Militant* n'a été délégué au congrès de la YCND — qui donne une indication du rôle que peut jouer la YCND pour favoriser la transformation des LPYS en organisation de masse combative de la jeunesse.

La campagne contre les missiles a aussi eu un impact dans le mouvement étudiant. Malgré le fait que les étudiants constituent environ 20 % des adhérents de la CND, cette force potentielle n'a jamais été organisée. Mais le dernier congrès du Syndicat national des étudiants (NUS) a marqué un progrès certain, en adoptant, contre l'avis de sa direction, toute une série d'orientations plus radicales que celles de la CND : soutien à la stratégie des actions de masse, politique unilatéraliste sans équivoque, retrait de l'OTAN et prise de position pour un travail commun avec la YCND en tant que composante clé de la lutte des jeunes contre les missiles. Il faudra mener une bataille acharnée pour que ces orientations soient traduites en actions, mais des possibilités considérables s'ouvrent pour l'intervention de la YCND dans ce syndicat, qui regroupe plus d'un million d'adhérents.

L'avenir de la YCND est semé d'embûches. Bien qu'elle exprime de façon organisée les aspirations de la masse de la jeunesse radicalisée, elle n'en organise en permanence qu'une fraction restreinte. Cette faiblesse, qui est commune à beaucoup de mouvements de masse de la jeunesse, se traduit par des lacunes organisationnelles et par une grande dépendance par rapport à la CND. La YCND elle-même constitue une partie importante des forces de gauche, avec le mouvement des femmes de Greenham, les « bennistes » du Parti travailliste, comme en témoigne le rôle clé qu'elle joue dans la préparation de la manifestation contre Reagan, malgré l'opposition initiale de la direction de la CND. Les partisans de *Revolution* et d'autres forces socialistes dans la YCND s'efforcent de surmonter ces faiblesses par un travail patient de construction de l'organisation à tous les niveaux, en la liant à d'autres éléments combattifs du mouvement pour la paix, en nouant des liens avec les jeunes du mouvement contre les missiles dans d'autres pays, en se battant pour la stratégie des actions de masse dirigées par le mouvement ouvrier, et surtout en menant la bataille pour que les LPYS s'engagent dans cette mobilisation. ■

Piers MOSTYN,
20 mai 1984.

Lutte exemplaire des jeunes pour l'emploi

LE 13 mai dernier, 15 000 jeunes venus de tout le pays manifestaient dans le centre de Bruxelles. C'était le point culminant d'une campagne importante, impulsée par un large front unique de toutes les organisations ouvrières belges de jeunesse. Cette campagne et cette manifestation constituent la suite directe de la première « Marche des jeunes pour l'emploi », qui avait rassemblé quelque 30 000 manifestants dans les rues de Bruxelles, le 24 avril 1982.

Quoique le nombre de participants ait été moins impressionnant cette fois-ci, la signification et les conséquences de cette seconde campagne sont loin d'être négligeables, surtout lorsqu'on les place dans le cadre des développements récents de la lutte des classes en Belgique. Et, plus important encore, cette expérience de lutte des jeunes contre les effets de la crise économique dont ils sont victimes, menée depuis trois ans déjà sur une base de large unité, est sans doute l'exemple le plus avancé en ce domaine de tous les pays capitalistes développés, et ceci tant par ses objectifs anticapitalistes que par son ampleur, sa durée, ses formes d'action et son caractère unitaire.

Guy HENDRIX

La structure de l'industrie belge est depuis des décennies caractérisée par un degré très élevé de centralisation au sein d'une poignée de sociétés financières. Cela détermine une politique d'investissement extrêmement conservatrice. Au début de la crise économique, il y a dix ans, le pays disposait d'un appareil de production assez vétuste, dans des secteurs traditionnels, et fortement dépendant de l'exportation et de l'évolution de la conjoncture internationale.

Une telle économie a évidemment été frappée durement par les premiers développements de la crise. Ainsi, 228 000 emplois industriels ont disparu entre 1974 et 1979. Dans la même période, le nombre de chômeurs passait de 100 000 à 400 000, dont un tiers environ étaient des jeunes de moins de 25 ans. Depuis lors, le démantèlement industriel continue à un rythme moins rapide, mais suffisant pour maintenir la Belgique en tête du peloton en ce qui concerne le taux de chômage : 510 000 chômeurs enregistrés officiellement, dont 170 000 ont moins de 25 ans, et il faut y ajouter 300 000 travailleurs sans emploi classés dans d'autres catégories statistiques.

Jusqu'en 1980, cette situation dramatique ne suscitait pas de grands mouvements de résistance, ni parmi la classe ouvrière ni parmi la jeunesse. Dans une certaine mesure, ceci était dû à un système de sécurité sociale particulièrement développé qui, surtout au niveau des allocations de chômage, n'avait pas d'équivalent en Europe capitaliste. A partir de 1980 pourtant, sous les derniers gouvernements de coalition entre les partis sociaux-démocrates (PS/SP) et démocrates-chrétiens (PSC/CVP), une politique d'austérité s'est développée, touchant d'abord à la sécurité sociale.

Lorsque la bourgeoisie s'est rendue

compte du retard considérable qu'elle avait accumulé vis-à-vis de ses concurrents (au niveau des réductions salariales, du démantèlement de la sécurité sociale et de l'« assainissement » du budget de l'Etat), elle a décidé, après les élections de novembre 1981, de mettre fin aux coalitions gouvernementales à participation social-démocrate en instaurant l'actuel gouvernement Martens-Gol composé des partis démocrates-chrétiens et libéraux (PRL/PVV). Celui-ci a lancé une politique d'austérité radicale, procédant par vagues successives avec une série de mesures chaque printemps et chaque automne.

Ainsi, la bourgeoisie belge a réussi à imposer une chute du niveau de vie d'environ 15 % en moyenne en deux ans. Venant après la brusque chute de l'emploi dans les années 1970, ce phénomène brutal a suscité une prise de conscience générale dans la classe ouvrière sur l'ampleur réelle de la crise capitaliste et sur la nécessité d'une résistance active. Il en est résulté une importante vague de luttes interprofessionnelles successives (1).

LES JEUNES PARTICULIEREMENT TOUCHÉS

Comme partout ailleurs, les secteurs les plus faibles de la classe ouvrière souffrent de plus en plus de la remise en ordre du capitalisme, et ce, pas uniquement en raison des différentes mesures gouvernementales d'austérité, mais avant tout du fait même du jeu des mécanismes normaux du marché du travail prétendument libre, dans une situation où la demande d'emploi est structurellement excédentaire par rapport à l'offre.

1. Pour les plus récents articles sur la Belgique, se reporter à *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983, numéro 171 du 16 avril 1984 et numéro 174 du 28 mai 1984.

LA PLATE-FORME DE « JEUNES POUR L'EMPLOI »

- 1) Réduction du temps de travail, au moins vers les 32 heures par semaine, sans perte de salaire et avec une embauche proportionnelle.
- 2) Un revenu minimal de 19 000 francs belges (2 700 francs) pour tous les chômeurs.
- 3) Suppression de tous les emplois de seconde zone et leur remplacement par des emplois stables et normalement rémunérés.
- 4) Suppression du contrôle quotidien des chômeurs, du « stage » et de l'article 143 (1).
- 5) Diverses revendications plus spécifiques concernant la formation professionnelle, les services publics, les écoles, etc.

(1) Le contrôle quotidien des chômeurs en Belgique se fait actuellement par l'obligation pour chaque chômeur de se présenter chaque jour à la mairie à une heure précise qui lui est communiquée un jour auparavant. Le « stage » est la période de six mois après l'obtention d'un diplôme, pendant laquelle un jeune qui ne trouve pas d'emploi n'a pas droit à une allocation de chômage et ne dispose donc d'aucun revenu. L'article 143 est une disposition qui permet à l'Etat d'exclure un chômeur du droit à l'allocation s'il juge que la durée du chômage est « anormalement longue ».

Pour les jeunes, cela signifie en premier lieu que la recherche d'un premier travail à la sortie des études devient de plus en plus difficile, dès lors que les entreprises préfèrent embaucher des travailleurs ayant au moins une quelconque expérience professionnelle. Le nombre de jeunes chômeurs n'ayant jamais travaillé et qui sont sans emploi depuis plus de deux ans est en augmentation constante, et atteint des proportions inquiétantes. On parle même d'une génération perdue.

Ce phénomène tend à provoquer une certaine décomposition de la classe ouvrière, dans la mesure où de nombreux jeunes restent isolés, sans insertion dans un milieu social un tant soit peu stable. N'ayant jamais vécu la situation de salarié, ces jeunes ne peuvent pas s'imaginer ce que signifie la solidarité de classe ou la lutte collective, et s'éloignent progressivement de la classe ouvrière. Le simple fait que le mouvement « Jeunes pour l'emploi » soit parvenu à impliquer une partie de cette couche sociale dans un mouvement revendicatif organisé, en liaison directe avec le mouvement syndical, constitue déjà un acquis capital pour le développement futur de la lutte des classes.

En second lieu, ce chômage massif des jeunes devient le biais par lequel le patronat cherche à ronger les acquis obtenus dans le domaine des conditions de travail par des décennies de lutte. On assiste ainsi à la multiplication de divers types de contrats de travail qui incluent soit un salaire en-dessous du minimum conventionnel, soit un nombre d'heures de travail en rupture avec la législation existante. Le gouvernement lui-même en a rajouté en lançant des systèmes dits de résorption du chômage, qui ne sont rien d'autre en fait que des emplois de seconde zone, prioritairement destinés aux jeunes chômeurs. Tout cela est présenté comme une solution au chômage, avec l'argument « *qu'il vaut mieux avoir quand même quelque chose que rien du tout* ». En réalité, ce grignotage des conditions de travail ouvre la brèche pour une attaque en règle contre les dispositions légales limitant le taux d'exploitation de tous les travailleurs. On estime déjà à 70 000 le nombre de travailleurs embauchés sous ces divers contrats précaires, en large majorité des jeunes.

Tandis que la plate-forme de la première « Marche des jeunes » en 1982 revendiquait en termes généraux « la création d'emplois », sans se soucier de la question des conditions de travail, une évolution spectaculaire s'est produite entre-temps, amenant par exemple des organisations comme la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC/KAJ) et les jeunes de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC Jeunes/ACV Jongeren), à réviser complètement leur opinion sur cette question. La plate-forme de la mobilisation de 1984 revendique sans ambiguïté la suppression de tous ces emplois de seconde zone et leur remplacement par des emplois stables et à des conditions légales (cf. encadré).

Troisièmement, et c'est là indiscutablement le facteur immédiat qui a radicalisé le plus certaines composantes de « Jeunes

pour l'emploi », le gouvernement Martens-Gol a nettement réduit les allocations de chômage, visant surtout les jeunes, ainsi que les femmes cohabitant avec des personnes ayant encore un revenu. La situation financière de la plupart des jeunes chômeurs restée encore supportable jusqu'en 1980, surtout si on la compare avec d'autres pays, s'est rapidement dégradée pour atteindre actuellement un niveau qui est largement en-dessous du revenu minimal permettant de survivre.

La première brèche a été ouverte par un ministre socialiste d'un précédent gouvernement de coalition, qui divisa les chômeurs en « chefs de famille » ayant des personnes à charge et en « non chefs de famille », surtout des femmes et des jeunes. Les allocations de ces derniers ont ensuite été diminuées plusieurs fois. Le résultat cumulé de ces mesures représente

aujourd'hui des diminutions de l'ordre de 50 % à 60 % et plus des allocations de dizaines de milliers de chômeurs, ce qui a comme effet naturel que nombre de jeunes sont obligés de continuer à habiter chez leurs parents, même après leurs études. Le droit individuel à un revenu décent est ainsi remplacé par un renforcement de l'idéologie de la famille.

L'exigence d'une allocation minimale de 19 000 francs belges (2 700 francs) pour tous et toutes est ainsi devenu, à côté des 32 heures sans perte de salaire, la pièce-maîtresse de la plate-forme de « Jeunes pour l'emploi » en 1984. Ces deux revendications concrètes chiffrées ont beaucoup plus entraîné l'enthousiasme et la mobilisation des jeunes que le slogan de la première campagne qui affirmait seulement : « *Nous voulons un emploi et un revenu* ». Cette mobilisation sur de telles

Deuxième marche des jeunes contre le chômage et pour l'emploi, en mai 1984. (DR)



revendications a aussi provoqué une dynamique de confrontation plus claire avec le patronat et le gouvernement, et polarisé les positions au sein du mouvement ouvrier sur la question de la diminution du temps de travail et de la sécurité sociale.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT

On peut se demander comment expliquer une telle évolution politique au sein des organisations de jeunesse, dont les plus importantes font intégralement partie soit du mouvement ouvrier chrétien, soit de la social-démocratie, avec tous les liens, y compris financiers, que cela implique. Comment les directions respectives du KAJ/JOC, des jeunes de l'ACV/CSC, des jeunes de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB/ABVV) liée au parti socialiste, c'est-à-dire les initiateurs du mouvement des « Jeunes pour l'emploi » dès l'été 1981, qui détiennent encore aujourd'hui l'essentiel du pouvoir de décision dans le front de mobilisation, ont-elles été amenées à adopter une plate-forme nettement anticapitaliste et à faire activement campagne pour ces mots d'ordre ?

Toute la dynamique qui devait aboutir à ce que représente aujourd'hui le front de lutte de « Jeunes pour l'emploi » a été mise en marche par la décision du KAJ flamand, au printemps 1981, de mettre la question du chômage des jeunes au centre de ses activités pour l'année 1981-1982. Le KAJ, implanté depuis des décennies dans le milieu des jeunes travailleurs et seule organisation de jeunesse belge comptant plusieurs milliers de membres, était en effet le mieux placé pour ressentir dans ses propres rangs les conséquences dévastatrices de ce chômage massif. Il prit ensuite contact avec les structures jeunes des deux grandes organisations syndicales, les ACV Jongeren/CSC Jeunes et les ABVV Jongeren/FGTB Jeunes, ainsi qu'avec son homologue francophone, la JOC. Ces organisations formèrent un comité d'initiative définissant les grandes lignes d'une plate-forme et d'un plan de campagne, et — initiative décisive pour le développement ultérieur — elles invitaient toutes les organisations de jeunesse à se rallier à ce comité.

L'idée de départ était de se limiter à une campagne de sensibilisation, de conscientisation sur une base politique limitée. La plate-forme originale n'était en effet pas du tout revendicative, elle se concentrait sur le slogan « *Nous voulons un emploi* ». Cette idée était inspirée par un certain défaitisme provoqué par un désengagement croissant des jeunes de la vie politique et syndicale, la constatation d'un renforcement de courants droitiers dans les écoles, bref, une apathie apparente générale de cette génération.

Par la suite, tout le monde a pu s'étonner du fait que ces phénomènes, certes présents à cette époque, n'étaient que le reflet très superficiel et passager d'un certain état d'esprit. En effet, dès que le comité national décidait l'organisation d'une « Marche des jeunes pour



Cortège de la JGS lors de la manifestation anti-chômage. (DR)



Les flics ratonnent les jeunes réclamant un emploi. (DR)

l'emploi », planifiée pour le 24 avril 1982, comme point culminant d'une année d'activités diverses — modalité d'action qui était inspirée par la « People's March for Jobs » de Grande-Bretagne —, cette perspective soulevait un enthousiasme inattendu parmi de larges couches de jeunes.

Ainsi, des dizaines d'organisations de toutes sortes se ralliaient au comité national, et ce large front unique poussait à la constitution de comités unitaires dans les villes, les écoles, parmi les chômeurs, et de coordinations régionales de tous ces comités. Le contact régulier entre les initiateurs et les comités de base composés pour une grande partie de militants non-organisés, se faisait par le biais d'assemblées générales ouvertes, organisées au niveau national.

La Jeune garde socialiste/Socialistische Jonge Wacht (JGS/SJW), l'organisation révolutionnaire de jeunes liée au Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la IVe Internationale), comprendra dès le début l'importance de cette campagne, même si la plate-forme et les analyses des directions réformistes restaient à ce moment très limitées. Elle s'est donc immédiatement insérée dans le mouvement à tous les niveaux, et ses militants en sont rapidement devenus parmi les plus actifs. En même temps, la JGS/SJW introduisait plusieurs thèmes de débat dans le mouvement, sans cependant jamais en faire des points de clivage risquant de faire exploser le front unique réalisé. Ces débats étaient en relation avec les revendications concrètes à mettre en avant dans cette mobilisation — proposition dont l'essen-

LES SIGLES

PSC/CVP : les deux partis démocrates-chrétiens, constituant le pilier de chaque gouvernement depuis la Deuxième Guerre mondiale.

PS/SP : les deux partis sociaux-démocrates.

PRL/PVV : les deux partis libéraux, politiquement situés à droite du PSC/CVP.

KAJ : Katholieke Arbeidersjeugd, organisation d'animation sociale, culturelle et politique des jeunes travailleurs appartenant au mouvement ouvrier chrétien.

JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne, homologue de la KAJ en Wallonie.

ACV/CSC : Confédération des syndicats chrétiens.

ABVV/FGTB : Confédération des syndicats liés aux partis socialistes.

ACV Jongeren/CSC Jeunes, ABVV Jongeren/FGTB Jeunes : structures spécifiques pour les jeunes, au sein des confédérations syndicales, mais se situant en marge des centrales professionnelles. Elles sont toutes très faibles numériquement, mais constituent un pont important vers l'ensemble du mouvement syndical et disposent d'une infrastructure indispensable. ■

tiel est repris dans la plate-forme actuelle —, les formes d'action à promouvoir (comme les grèves lycéennes, les manifestations régionales de préparation, les marches sur Bruxelles pour le 24 avril passant par des entreprises, etc.), et le respect de la démocratie interne du mouvement, contre toute exclusive, pour la représentation formelle des comités de base dans les instances nationales, et parfois en opposition aux pratiques de tendances gauchistes locales qui recherchaient la scission avec les réformistes.

RADICALISATION DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE

Le démarrage de la campagne, en hiver 1981-1982, coïncidait avec le changement de gouvernement énoncé plus haut. Le nouveau gouvernement bourgeois Martens-Gol s'attaquait immédiatement à l'indexation automatique des salaires sur les prix, provoquant une réaction massive de la classe ouvrière. Ce mouvement fut paralysé par la direction syndicale, dès qu'il s'orienta vers la perspective d'une grève générale. Parallèlement, de nouvelles mesures contre les jeunes et l'annonce de prochaines mesures anti-ouvrières contribuèrent à donner à la première « Marche des jeunes » un caractère plus politique, plus antigouvernemental que prévu.

Dans ce contexte général, les militants ouvriers les plus combattifs y voyaient un moyen, après les grèves avortées, de manifester leur opposition au gouvernement et leur désaccord avec les directions syndicales qui préféraient la négociation à la mobilisation directe et à la lutte.

Lorsque, dans ce contexte, près de 30 000 jeunes se présentaient à la marche du 24 avril 1982 et transformaient cette manifestation, initialement conçue comme une simple dénonciation de la situation dramatique au niveau du chômage des jeunes, en une marche combative et revendicative, ce succès dépassant toutes les prévisions mettait la direction du front des « Jeunes pour l'emploi » devant ses responsabilités. Elle avait créé, en une année, une capacité de mobilisation inégalée parmi toutes les couches de la jeunesse. Elle avait acquis un capital militant dépassant largement les frontières des différentes organisations participantes qui sont toutes, mis à part le KAJ, numériquement très faibles. Elle avait soudé un front unique exemplaire dont la simple existence, montrant la possibilité réelle de dépasser les clivages traditionnels dans le mouvement ouvrier belge entre chrétiens et socialistes et entre Wallons et Flamands, soulevait déjà l'enthousiasme de milliers de travailleurs, surtout dans le cadre général de division accrue entre les deux grands syndicats.

L'heure des bilans venue, la décision fut rapidement prise de maintenir le front et son comité national, et de travailler dans la perspective d'une deuxième manifestation nationale. Il n'a pas été possible de l'organiser en 1983. Plusieurs blocages sont intervenus dans ce sens. Les directions centrales des deux confédérations

syndicales, voyant les risques d'une radicalisation politique de cette mobilisation qui ne pouvait pas manquer d'avoir des effets dans les rangs mêmes du syndicat par le biais des organisations jeunes syndicales à la tête de ce front des « Jeunes pour l'emploi », exercèrent une pression sur leurs directions jeunes pour que celles-ci fassent des efforts pour construire leurs propres organisations plutôt que de s'investir dans le front unique ainsi réalisé. Le fait que ces directions jeunes aient pu tenir bon face à ces manœuvres est la preuve qu'elles ont réussi à s'assurer une plus grande autonomie et une plus large marge de manœuvre grâce à la force sociale qu'elles ont su mettre en mouvement.

Cette autonomie s'est ensuite manifestée dans la discussion et l'adoption de l'actuelle plate-forme du front des « Jeunes pour l'emploi ». Une fois la décision prise d'élaborer un ensemble de revendications concrètes, d'affronter le gouvernement et de s'adresser aux partis politiques et aux organisations syndicales sur la base de ces revendications, une discussion sur le contenu de ce programme revendicatif s'ouvrait au cours de l'année 1983.

Mises à part les questions déjà énoncées plus haut, c'est le problème de la réduction du temps de travail qui fut au centre de ces débats. Alors que dans la première campagne, en 1982, les organisations réformistes envisageaient encore une diminution de salaire pour financer la réduction du temps de travail et que les deux grandes fédérations syndicales avalisaient cette orientation, l'une explicitement et l'autre plus implicitement, la discussion au sein du front des « Jeunes pour l'emploi » s'est finalement soldée par l'adoption unanime du mot d'ordre « 32 heures sans perte de salaire et avec embauche proportionnelle ».

Le contexte de la situation générale dans le pays a aussi joué un rôle prépondérant dans cette évolution. Le gouvernement avait alors imposé des diminutions salariales importantes promettant en contrepartie la création d'emplois avec l'argent provenant de ces réductions. Un an après cette décision, l'échec total de cette politique trompeuse était clair pour tout le monde, y compris au sein du mouvement ouvrier chrétien, où les illusions dans ce genre de « contrats » étaient les plus répandues. Cela a amené le KAJ/JOC et les ACV Jongeren/CSC Jeunes à se prononcer en faveur d'un mot d'ordre correct de réduction du temps de travail sans

diminution de salaire, et à se situer ouvertement en rupture avec la direction centrale du mouvement ouvrier chrétien, qui continue à défendre la nécessité de la « modération » en ce domaine.

Un dernier facteur qui a joué dans le sens de la radicalisation est de toute évidence la pression des militants actifs à la base du mouvement. Les jeunes, une fois en action et confrontés à une politique d'austérité très brutale, n'attachent plus aucune crédibilité à n'importe quel projet réformiste un tant soit peu cohérent. Sans avoir une conception politique claire ou un niveau de conscience de classe très développé, ils sont assez spontanément attirés par les positions les plus radicales. Celles des révolutionnaires ont donc rencontré un écho considérable et ont ainsi contribué à l'adoption d'une plate-forme revendicative anticapitaliste.

LES PERSPECTIVES DES « JEUNES POUR L'EMPLOI »

Le mouvement des « Jeunes pour l'emploi » doit encore dresser son propre bilan dans les prochaines semaines. Mais quelques éléments méritent d'être et déjà d'être mis en lumière.

Tout d'abord, ce mouvement constitue une expérience exemplaire d'une mobilisation de masse autonome et prolongée de la jeunesse, qui est unique en Europe capitaliste. Après trois années de continuité militante, il serait très difficile pour tous ceux qui voudraient s'y risquer d'arrêter ce mouvement. Il doit au contraire se développer encore comme un instrument permanent de lutte contre la crise économique, dont les effets continueront à frapper les jeunes. Ce mouvement constitue ensuite la plus importante force sociale à soutenir en pratique une plate-forme et une activité anticapitalistes dans toute la Belgique. En tant que tel, il polarise donc les positions dans tout le mouvement ouvrier et constitue un point de référence important pour les courants de gauche dans le mouvement syndical. Et ce, d'autant plus qu'il est structurellement lié aux syndicats et qu'il a reçu jusqu'ici le soutien officiel des directions des confédérations syndicales.

Après l'adoption de sa plate-forme radicale et la campagne de popularisation qui en a été faite, le prochain débat qui s'annonce portera sur la stratégie à mettre en œuvre pour parvenir à imposer la réalisation de ce programme revendicatif. Toutes les questions politiques centrales, liées notamment à la stratégie révolutionnaire de prise de pouvoir, seront ainsi posées concrètement lors de ce débat, devant des milliers de militants. Ce sera là une occasion pour les révolutionnaires de prouver la validité de leurs réponses politiques, et de s'imposer comme le seul courant politique dans le mouvement ouvrier capable de mener à bien une lutte conséquente contre la crise, contre le capitalisme, et contre l'exploitation dont les jeunes et les travailleurs sont victimes. ■

Guy HENDRIX,
Bruxelles, 31 mai 1984.



L'ouverture démocratique à l'ombre des potences

DIX condamnations à la peine capitale, des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 30 ans de travaux forcés, tel est le résultat des premiers procès par lesquels le régime du président Habib Bourguiba espère exorciser les révoltes populaires qui, du 28 décembre 1983 au 6 janvier 1984, ont secoué tout le pays en protestation contre la hausse brutale du prix du pain et des autres dérivés des céréales, émeutes qui avaient été violemment réprimées (1).

400 inculpés au total, 400 jeunes gens de moins de 20 ans accusés de meurtre et de pillage, vont connaître les rigueurs d'une justice bourgeoise qui ne cherche même plus à maquiller l'iniquité de ses jugements. Les dossiers sur lesquels repose l'accusation sont vides, et les témoignages à charge ont généralement été obtenus par la peur ou arrachés par la menace. Il y a tout lieu de croire que les inculpés ont été tout bonnement

choisis au hasard parmi les milliers de jeunes — chômeurs pour la plupart — arrêtés au lendemain des révoltes, à l'occasion de gigantesques rafles opérées dans les quartiers populaires et les bidonvilles.

Le gouvernement du Premier ministre Mohamed Mzali tient avant tout, par ces condamnations, à faire une action exemplaire, de manière à administrer une preuve de la force du pouvoir. On comprend mieux ainsi où le Premier ministre voulait en venir lorsqu'il citait la pièce de Jean-Paul Sartre, *les Mains sales*, dans le livre-interview récemment publié (2) et dans lequel il retrace son itinéraire : « *Moi, j'ai les mains sales jusqu'au coude. Je les ai plongées dans la merde et dans le sang. Et puis après ? Est-ce que tu t'imagines qu'on peut gouverner innocemment ?* » ...

Nabil SAID

Faire un exemple, prouver la force de l'Etat bourgeois, sont bien les raisons essentielles qui expliquent la sévérité des peines prononcées. Les émeutes du début janvier 1984 ont, en effet, profondément ébranlé le régime, déjà miné par des querelles de clans et affaibli par l'incapacité de ses dirigeants à définir une orientation politique stable depuis la farce des élections législatives truquées de novembre 1981.

LE GOUVERNEMENT MZALI AU BOUT DU ROULEAU

Les milliers de manifestants, jeunes, chômeurs ou sous-employés des zones rurales ou de la périphérie misérable des grandes villes, ont affirmé avec force, en même temps que leur simple existence, leur refus de faire les frais d'une politique économique au service de l'impérialisme et de la bourgeoisie locale, et leur hostilité à un Etat et à un parti, le Néo-Destour, qui les oppriment. Ils faisaient ainsi voler en éclats le cadre de la paix sociale et de la politique d'« ouverture » du régime. Mettant la police en déroute, obligeant l'armée à intervenir au prix de centaines de morts et de blessés parmi les manifestants, ils ont montré la fragilité du régime et l'impasse d'une démocratisation, même poussée, qui se satisferait de l'approfondissement des inégalités sociales et du développement d'un lumpen-prolétariat exclu de tout circuit économique.

L'ampleur de cette mobilisation a été telle que le pouvoir s'est vu contraint, bon gré mal gré, de renoncer aux augmentations de prix qui étaient prévues. Désavouant son Premier ministre et successeur officiel, le bonaparte Bourguiba est, en effet, parvenu à rétablir la situation en an-

nonçant de manière aussi spectaculaire qu'inattendue le rétablissement des prix antérieurs. C'était là une grande victoire pour les masses populaires, la première grande victoire depuis l'indépendance. C'est le prix fort que le Premier ministre entend aujourd'hui faire payer aux centaines de jeunes gens arrêtés à la suite des révoltes de la faim.

Cet épisode, on l'imagine aisément, a discrédité encore plus qu'il ne l'était déjà auparavant le Premier ministre qui, la veille même du recul de Bourguiba, affirmait dans un discours télévisé l'irréversibilité de ses décisions concernant les hausses de prix. La principale conséquence immédiate de cette situation a certainement été l'accentuation de la lutte pour la succession de Bourguiba. Mohamed Mzali, qui depuis plus d'un an s'est attaché à éliminer successivement la plupart de ses concurrents, a saisi l'occasion pour éliminer celui qu'on accuse désormais d'avoir sciemment laissé s'étendre les révoltes, voire de les avoir provoquées, le ministre de l'Intérieur durant le mois de janvier, Driss Guiga. Un bouc émissaire était ainsi trouvé, en même temps qu'était évincé un éventuel prétendant à la succession.

Le procès de Guiga, pour haute trahison, qui vient de débiter, a pour but, dans les projets du Premier ministre, de couronner cette entreprise et de lui permettre de consolider ses positions. Pour leur part, les procès contre les prétendus criminels et la sévérité des peines qui leur ont été infligées étaient quant à eux surtout destinés à rassurer la bourgeoisie et certaines couches moyennes et petites-bourgeoises effrayées par les événements de début janvier.

En fait, il semble bien que Mzali joue là sa dernière carte, et tout porte à croire qu'il ne parviendra pas longtemps à maî-

triser la situation. Les condamnations à mort n'auront en effet servi qu'à fournir aux clans qui lui sont opposés une nouvelle arme contre lui, et ce d'autant plus que ces condamnations ne feront qu'aiguiser la colère des masses contre le régime. Certains clans exerceraient aussi des pressions sur Bourguiba pour qu'il grâce les condamnés, ce qui apparaîtrait aux yeux de tous comme un nouveau désaveu et un nouvel échec de l'actuel Premier ministre. L'affaire de Guiga est également loin d'être réglée. Celui-ci serait activement soutenu par l'Arabie saoudite, dont les financiers jouent un rôle capital en Tunisie, et par la propre épouse du Président. Celle-ci, selon *Jeune Afrique*, hebdomadaire publié à Paris, aurait même donné des conseils à Driss Guiga quant à l'élaboration de la lettre qu'il a adressée à Bourguiba pour se disculper et rejeter sur le Premier ministre les responsabilités des événements de janvier.

Par ailleurs, les spéculations vont bon train, et l'on parle beaucoup, ces derniers temps à Tunis, d'un remaniement ministériel qui porterait à la tête du gouvernement Tahar Belkoudja, ancien ministre de l'Intérieur jusqu'en 1977, et connu comme l'une des personnalités du régime les plus favorables à une libéralisation politique plus poussée. Belkoudja, qui est également soutenu par la femme du Président, bénéficierait aussi de l'appui de la principale force de l'opposition bourgeoise, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS).

Sans attacher plus d'importance qu'elles n'en ont à des informations qui restent à vérifier, il est certain néanmoins

1. Cf. *Inprecor* numéro 165 du 23 janvier 1984 et 166 du 6 février 1984.

2. Xavière Ulisse, *La parole et l'action*, Publisud, Paris, 1984, p. 41.

que nombreux sont les secteurs au sein de la classe dominante et du Néo-Destour qui envisagent de se débarrasser du Premier ministre, dont les ambitions subites ne sont à la hauteur que de l'incohérence de sa politique, qui se manifeste dans plusieurs domaines : incohérence dans les rapports du gouvernement avec l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), incohérence dans la conduite de la politique d'ouverture démocratique, incohérence au niveau de la politique économique, dont la manifestation la plus caricaturale a été les nombreux tournants à 180 degrés opérés à quelques mois d'intervalle sur la question de l'augmentation du prix du pain et des autres dérivés des céréales. En tout état de cause, la situation de Jzali reste très instable, et il est loin de jurer de la confiance unanime de la bourgeoisie. Son atout principal, qui lui permet de conserver au moins le soutien de Bourguiba, est sans aucun doute l'incapacité des différents clans bourgeois à s'entendre sur le nom d'un remplaçant. Mais jusqu'à quand cela restera-t-il vrai ?

Une grande inconnue de la situation actuelle reste évidemment l'attitude de la centrale ouvrière UGTT. L'accord passé le 13 avril 1984 entre le gouvernement Mzali et l'UGTT permet à l'un comme à l'autre de bénéficier d'un répit. Mais la bureaucratie syndicale demeure soumise à de très fortes pressions d'une base ouvrière d'autant moins disposée à renoncer à ses revendications que le gouvernement a montré à plusieurs reprises qu'il n'entendait pas respecter les engagements pris en avril. Malgré la période du Ramadan, des luttes revendicatives ont été déclenchées dans l'industrie automobile et dans une entreprise de l'électroménager. La saison estivale qui s'approche et la période de préparation du congrès de l'UGTT prévu pour novembre imprimeront-elles un recul au mouvement de lutte ? Rien n'est moins sûr, tant le mécontentement est grand, et une nouvelle montée des mobilisations ne pourrait qu'avoir des conséquences décisives sur l'équilibre des forces au sein du pouvoir et sur la crise du régime destourien.

Une nouvelle phase de cette crise est, en tous les cas, d'ores et déjà franchie. Le fossé est désormais profond entre les couches populaires et le pouvoir. La politique d'ouverture démocratique, censée donner un nouveau souffle au régime sans en modifier substantiellement la nature, n'a certes pas été remise en cause, mais elle a montré ses limites et sa fragilité. Une grave crise de confiance affecte les classes dominantes, tandis qu'un malaise grandissant touche les travailleurs et les masses populaires.

Une période de crises à répétition s'est ouverte en Tunisie, que seul atténué le rôle bonapartiste de Bourguiba, toujours réel bien que considérablement affaibli.

RIPOSTE LOCALE LIMITÉE ET NÉCESSITÉ D'UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE

La riposte pour obtenir l'annulation des jugements, et en particulier la grâce

Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

En janvier 1984, les masses populaires s'étaient vigoureusement soulevées en Tunisie, puis au Maroc, pour mettre en échec dans ces deux pays une politique gouvernementale dictée par le Fonds monétaire international (FMI), qui consistait principalement à provoquer une hausse brutale des prix des denrées de première nécessité, c'est-à-dire à affamer des masses populaires déjà bien pauvres, afin de « réduire le déficit budgétaire ».

Dans les deux pays, les gouvernements, bien que jouissant du soutien des pays impérialistes, ont été contraints de reculer et de supprimer les mesures en question, reconnaissant ainsi implicitement la légitimité du soulèvement populaire. Ce faisant, ils n'en préparaient pas moins leur vengeance.

Aujourd'hui, une série de mises en scène judiciaires frappent dans les deux pays des militants politiques ou syndicaux, ainsi que des jeunes, souvent adolescents, accusés d'avoir rejoint la majorité de leurs concitoyens dans la rue et de s'être révoltés contre des symboles du pouvoir et de la richesse. Les conditions dans lesquelles se déroulent ces procès, aussi bien au Maroc qu'en Tunisie, sont absolument scandaleuses et dénoncées en tant que telles par les associations démocratiques des pays concernés.

Les verdicts sont à la mesure de la grande peur des gouvernements et de leur volonté d'intimider leurs populations. Premiers verdicts : au Maroc, plusieurs dizaines de condamnations à des peines allant souvent jusqu'à 15 ans de prison ! En Tunisie, pays prétendument démocratique, des dizaines de condamnations aux travaux forcés pour des durées variant entre 6 et 30 ans et, surtout, dix condamnations à mort « pour l'exemple », de jeunes dont les âges varient entre 19 et 22 ans !

La IVe Internationale dénonce ces farces judiciaires et ces condamnations vengeresses, et appelle l'ensemble des forces démocratiques et ouvrières à se mobiliser dans tous les pays pour obliger les gouvernements du Maroc et de Tunisie à reculer une nouvelle fois et à libérer l'ensemble des participants des émeutes de la faim qui ont été arrêtés, inculpés et condamnés. ■

Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale,
7 juin 1984.

des condamnés à mort, a du mal à démarquer. Néanmoins, pratique peu courante, la plupart des organisations politiques de l'opposition, du Parti communiste tunisien (PCT) à l'extrême-gauche, en passant par les courants nationalistes arabes et des « intégristes » islamiques, ont signé un communiqué commun dénonçant la procédure expéditive et demandant l'annulation des jugements (3). Les réunions unitaires se poursuivent, dans lesquelles se discute l'éventualité de la tenue d'un meeting ou d'un rassemblement. Seul le MDS est resté à l'écart de cette démarche unitaire, se contentant de publier son propre communiqué (4). Rien d'étonnant d'ailleurs à cela, le MDS ayant maintes fois affirmé son refus de participer à tout front ou à toute alliance qui s'opposerait au parti au pouvoir, avec lequel il espère parvenir à un accord.

Les dizaines d'avocats qui ont assuré la défense des inculpés ont envoyé un télégramme au président Bourguiba, lui demandant d'accorder sa grâce aux condamnés à mort, en vertu du droit que lui confère la Constitution. L'Association des jeunes avocats, toujours à la pointe du combat pour l'indépendance de la justice, a également manifesté sa réprobation face au déroulement des procès, dont elle exige l'annulation, tandis que le Conseil de l'ordre des avocats a décidé de boycotter le président de la cour criminelle, le ma-

gistrat Lakhdar Ben Abdesslem, et de le poursuivre en diffamation pour un article injurieux à l'égard du corps des avocats publié en réponse aux récriminations de ladite association face aux procès. Il faut également noter la position en faveur de l'annulation des jugements des procès prise par les différents syndicats de l'enseignement supérieur. Pour sa part, la Ligue tunisienne des droits de l'homme a réagi, notamment par l'envoi d'un télégramme à Bourguiba, dans lequel elle dénonce la procédure judiciaire. Dans le même sens, de nombreuses pétitions circulent au ni-

3. Les organisations signataires sont les suivantes : le PCT, qui est une formation stalinienne « classique » ; le groupe pro-albanais El Amal Ettounsi ; le Rassemblement socialiste progressiste, récemment constitué, qui réunit en son sein des militants issus de la gauche révolutionnaire ; le Rassemblement nationaliste arabe, dont le seul non-précise l'orientation ; le Parti de l'unité populaire, organisation bourgeoise, scission du mouvement de Ben Salah, ancien dirigeant destourien ; et, enfin, le Mouvement de la tendance islamique, « intégriste » islamique.

4. Le correspondant du Monde à Tunis qui, dans un premier article sur les condamnations s'est contenté de regretter les déclarations officielles reproduites dans l'organe du Parti socialiste destourien (PSD) gouvernemental, l'Action, n'a pas jugé bon, dans un article paru quelques jours plus tard et consacré aux réactions de l'opposition, de faire état du communiqué commun de l'opposition, préférant citer longuement la déclaration du MDS et, pour paraître faire bonne mesure, celle du PCT.

veau national. A signaler aussi le petit rassemblement d'une centaine de personnes, dont une proportion importante de femmes, qui s'est tenu devant le palais de justice, avec la participation des mères des condamnés à mort, à l'initiative de militants et de militantes de gauche.

D'autres initiatives sont prévues mais, il faut bien le dire, la mobilisation reste malgré tout assez faible et pour l'essentiel cantonnée aux milieux intellectuels ou à ceux, très restreints, de l'opposition. Les organisations de l'opposition, légales ou clandestines, restent, en effet, marginales, et les limites de leur influence sociale ne leur permettent pas d'organiser de véritables mobilisations de masse, alors que le mécontentement est grand parmi les couches les plus déshéritées de la population.

Il faut souligner aussi que certaines des forces de l'opposition ne semblent pas disposées à mener une large campagne et se contentent de la déclaration unitaire déjà adoptée. C'est le cas, en particulier, du courant islamique, qui espère visiblement obtenir, par son inaction, la libération de ses militants encore emprisonnés ainsi que sa légalisation en tant que courant politique. L'attitude du PCT est, quant à elle, pour le moins ambiguë. Le PCT semble en effet décidé à lier son sort à celui du MDS et du courant islamique.

Le quadrillage policier et la répression systématique qu'ont connu depuis janvier les quartiers populaires ont, par ailleurs, instauré un climat de crainte difficilement surmontable. Quant aux étudiants, qui sont généralement les premiers à descendre dans la rue, ils sont absorbés par les examens de fin d'année.

Mais le principal handicap qui entrave la mobilisation est, sans aucun doute, la passivité de l'UGTT, seule force capable d'organiser une mobilisation massive pour obtenir l'annulation des jugements. La direction syndicale, qui s'était déjà manifestée par son absence de réaction notable lorsque les augmentations du prix du pain furent décidées, et qui cherche actuellement à apaiser la tension avec le gouvernement, préfère s'abstenir de tout agissement qui impliquerait une confrontation directe avec le pouvoir. Il n'est donc pas question, dans ces conditions, d'envisager la moindre action pour contraindre le gouvernement à un recul concernant les condamnations, hormis, bien entendu, de très discrètes pressions dans les coulisses du palais présidentiel.

La solidarité internationale est plus que jamais indispensable pour contraindre le régime tunisien à revenir sur ses décisions et pour sauver la vie des condamnés à mort. Déjà, la Ligue internationale des droits de l'homme et Amnesty International ont pris position contre les jugements. Mais cela ne peut guère constituer une pression suffisante. L'ensemble du mouvement ouvrier international et des organisations démocratiques et humanitaires doit donc s'élever contre les condamnations et exiger leur annulation immédiate. ■

Nabil SAID,
Tunis, 7 juin 1984.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

TCHÉCOSLOVAQUIE

Petr Uhl enfin libéré

Le 28 mai dernier, Petr Uhl a été libéré, cinq ans exactement après son arrestation avec plusieurs autres opposants qui venaient de créer le Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS). Lors du procès du VONS, le 23 octobre 1979, Petr Uhl avait reçu la peine la plus lourde, 5 ans de prison en régime sévère. Il était, à la veille de sa libération, dernier seul emprisonné des cinq condamnés de 1979, dont les quatre autres étaient Vaclav Havel, Jiri Dienstbier, Vaclav Benda et Otta Bednarova.

Petr Uhl achève ainsi sa neuvième année de prison, depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie en août 1968. Il a payé chèrement son attachement au socialisme démocratique, autogestionnaire, qu'il défendait au cours du Printemps de Prague de 1968. Petr Uhl, qui avait vécu au milieu des années 1960 en France, où il avait rencontré le groupe de militants des Etudiants communistes qui, autour d'Alain Krivine, allaient bientôt fonder la Jeunesse communiste révolutionnaire, avait trouvé dans leur opposition farouche au capitalisme comme au stalinisme un écho à ses propres préoccupations.

De retour dans son pays, il s'attacha à développer la lutte contre le cancer bureaucratique, non pas au nom d'un retour à la « démocratie » bourgeoise ou d'une délégation des pouvoirs à une bureaucratie « à visage humain » telle que la proposait Dubcek, mais au nom de l'autogestion socialiste, du pouvoir démocratique des travailleurs. Au lendemain d'août 1968, il fut très actif parmi les étudiants et contribua à l'organisation de la grève générale des étudiants dans Prague occupée par les chars soviétiques.

C'est alors qu'il créa, avec ses camarades, le Mouvement de la jeunesse révolutionnaire (HRM). Le programme de ce Mouvement expose clairement les convictions anticapitalistes et antibureaucratiques de ses fondateurs : « *Vivant dans un régime où ont été abolis le mode de production et les rapports de production capitalistes mais où, simultanément, on n'a pas amorcé l'édification d'une société socialiste et démocratique ; mûs par l'idée de nous opposer à tout abus de l'idéal communiste et par l'opinion qu'il est de notre devoir et de notre droit de lutter avec efficacité pour la réalisation de cet idéal contre tous ceux qui l'ont bafoué et*

en ont abusé, nous proclamons (la fondation) du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire.

« *Nous sommes persuadés que la voie du peuple tchécoslovaque vers le socialisme — tout comme celle de la population de l'URSS et des prétendues démocraties populaires — sera celle de la destruction de la machine bureaucratique, de l'abolition de la bureaucratie dans les couches sociales et de l'instauration d'un régime autogestionnaire. Ce régime autogestionnaire doit être instauré dans tous les domaines de la vie sociale : sur les lieux de travail, il devrait être exprimé par le pouvoir politique et économique des conseils des travailleurs. Le système autogestionnaire rendra possible la mise en valeur de l'activité créatrice et de l'initiative de chaque individu ; il créera les conditions nécessaires à une révolution scientifico-technique qui mettra fin aux insuffisances dans l'approvisionnement et aux inégalités sociales qui en découlent, et mènera en ultime conséquence à l'abolition de l'Etat et de ses institutions à l'échelle internationale.* » (*Informacni Materialy*, numéro 1/71).

Petr Uhl est toujours demeuré fidèle aux idées exprimées dans ce programme, comme le montre le *Programme de l'autogestion ouvrière et socialiste* qu'il rédigea à la fin des années 1970 (publié en co-édition Stock/La Brèche, sous le titre *le Socialisme emprisonné*, Paris, 1980.)

Pour leur activité dans la Tchécoslovaquie occupée, dix-huit militants du HRM furent arrêtés en décembre 1969. Leur procès, un procès contre le « complot trotskyste », fut le premier procès de la normalisation. Petr Uhl y reçut la peine la plus lourde, 4 ans d'emprisonnement.

A l'issue de cette première peine, Petr Uhl reprit son activité d'opposant. Il participa activement aux discussions préparatoires à la création de la Charte 77 et à l'élaboration de sa tactique, consistant à agir ouvertement en demandant l'application des lois en vigueur dans la République tchécoslovaque. Au sein de la Charte, Petr Uhl était l'animateur du courant socialiste de gauche. Il joua un rôle essentiel dans la création du VONS, au printemps 1979, défendant l'idée que l'opposition ne devait pas se contenter de dénoncer les injustices et la répression, mais devait s'organiser pour en défendre les victimes. Cette initiative lui valut sa seconde arrestation et sa condamnation, une fois encore, à la peine la plus lourde, qu'il a accomplie intégralement dans des conditions extrêmement dures qui ont pu, à certains moments, faire craindre le pire.

La répression dont il a été victime a stimulé le développement d'une vaste campagne internationale de défense (ap-

pels, pétitions, délégations de personnalités au procès, manifestations, mise en scène d'une pièce — *Procès à Prague* — par le Théâtre du Soleil à Paris en hiver 1979, etc.) Amnesty International avait adopté Petr Uhl, l'incluant dans sa liste des 15 personnalités les plus représentatives victimes de la répression politique dans le monde.

Si cette campagne n'a pas permis sa libération anticipée (comme cela avait été le cas pour sa co-accusée Otta Bednarova qui, gravement malade, avait été libérée avant terme, à la suite de nombreuses interventions de personnalités internationales), elle aura permis en tout cas que les autorités ne tentent pas de prolonger sa peine par un nouveau procès, comme cela avait été craint à un certain moment, et d'améliorer ses conditions de détention. Il y a un an en effet, Petr Uhl avait été transféré dans une prison moderne, près de Prague, et avait de nouveau accès à la bibliothèque et aux livres étrangers. Elle aura aussi permis de soutenir sa femme, Anna Sabatova, elle aussi ancienne prisonnière politique, et ses deux enfants, dans cette pénible épreuve.

Alors que la bureaucratie tchécoslovaque est déterminée à briser les opposants ou à les forcer à l'exil, la vigilance internationale reste plus que jamais à l'ordre du jour pour leur permettre d'agir dans leur pays. En effet, on a pu voir, récemment encore, que les autorités tchécoslovaques n'avaient pas du tout l'intention de modérer leur politique répressive. Ladislav Lis, premier prisonnier à être libéré sous condition (il devait se présenter quotidiennement à la police de Prague) vient à nouveau d'être condamné à trois mois de prison pour avoir quitté la capitale durant un week-end sans en avoir averti la police. De même, le jeune ouvrier Jiri Gruntorad, qui purgeait une peine de quatre ans de prison, vient d'être condamné à une peine additionnelle de 18 mois.

YUGOSLAVIE

Durcissement policier face à la crise

En s'attaquant aux cercles intellectuels de Belgrade, la répression en Yougoslavie vient de connaître un tournant. Certes, depuis 1971, la « libéralisation » politique qui avait accompagné la réforme décentralisatrice de 1965 avait pour le moins marqué le pas. La décennie des années 1970 fut celle de l'interdiction de la revue *Praxis*, de l'éviction de l'université des marxistes de gauche qui l'animaient à Belgrade. Elle fut aussi celle de la répression des étudiants et des purges tous azimuts, notamment contre les « anarcho-libéraux » qui avaient eu le tort de trop bien appliquer la ligne officielle de la période antérieure. Elle fut, en deux mots, la réaffirmation du « rôle dirigeant » de la Ligue des communistes de Yougoslavie

(LCY) ramené très étroitement à sa volonté vaine de contrôle de tous les aspects de la vie culturelle et économique du pays.

De même que le début des années 1970 fut marqué par le conflit avec les nationalistes Croates, la nouvelle décennie s'était ouverte, au printemps 1981, par les émeutes du Kosovo. Mais le contexte, la composition et la dynamique sociale des deux mouvements étaient radicalement différents : cette fois-ci, c'était la région la plus touchée par le chômage (près de 40 % de la population contre un quasi plein emploi en Slovénie) et l'inflation qui connaissait la révolte des couches les plus défavorisées, soumises de surcroît au racisme des autres populations. Le dernier rapport d'Amnesty International en 1983 indiquait une augmentation très rapide du nombre des emprisonnés politiques, dont l'essentiel depuis 1981 touchait les Albanais du Kosovo et les musulmans.

Mais les publications et les colloques critiques auxquels participaient des membres de la LCY continuaient à bénéficier de marges réelles d'existence à la faveur des droits autogestionnaires et, dans la toute dernière période d'accentuation de la crise économique, les débats publics ont été très larges et relativement libres.

La descente de police survenue le 20 avril dernier dans un appartement de Belgrade, où se tenait une réunion des « universités volantes », est un nouveau durcissement. Depuis 1977 environ, de tels cercles hétérogènes — allant de sociaux-démocrates de droite à l'extrême-gauche — se tenaient sur des thèmes variés de débat. Cette fois-ci, Milovan Djilas avait été invité à y exposer ses vues sur la question nationale. Jusqu'alors, la Sécurité d'Etat, malgré quelques pressions policières visant à dissuader la tenue de ce type de réunions, en avait toléré l'existence.

Cette fois-ci, la réunion fut interrompue et les vingt-neuf participants interpellés. Ils ont ensuite tous été relâchés dans un premier temps, Milovan Djilas notamment resta libre, mais ils subirent des interrogatoires répétés et, dans cinq cas, des violences physiques. Trois d'entre eux furent matraqués sur la plante des pieds parce qu'ils refusaient de signer de fausses déclarations. Une des personnes interrogée a été si brutalement éprouvée qu'elle exige aujourd'hui un procès contre son tortionnaire. Entre le 24 avril et la mi-mai, trois des participants à la réunion du 20 avril furent arrêtés et on leur a refusé une mise en liberté sous caution dans l'attente de leur procès (il s'agit de Dragomir Olujic, de Miodrag Milic et de Vojislav Seselj).

Le spectre des opinions des vingt-neuf participants interpellés à cette réunion était très large. Nombre d'entre eux ont eu dans le passé maille à partir avec les autorités yougoslaves. Lazar Stojanovic, metteur en scène de cinéma, a ainsi passé trois ans et demi en prison pour avoir réalisé *Plastic Jesus*, que l'on considère aujourd'hui comme un chef-d'œuvre du cinéma d'avant-garde yougoslave. Plusieurs

participants (Katic, Imsirovic) avaient été arrêtés et emprisonnés pour leur soutien à Solidarité en décembre 1982. Seselj, un des trois emprisonnés, était connu pour son nationalisme et ses critiques aux droits constitutionnels des provinces de Kosovo et de Vojvodine. Exclu de la LCY en 1981 pour « anarcho-libéralisme », il était favorable à une partition de la Bosnie entre la Serbie et la Croatie. Milovan Djilas est aujourd'hui sur des positions social-démocrates de droite, très favorables aux accords conclus avec le FMI et pour l'extension radicale des lois du marché en Yougoslavie.

Mais, à l'extrême opposé, Radomir Radovic, que l'on a retrouvé « suicidé », était un syndicaliste de 33 ans, ancien ouvrier devenu ingénieur technicien, connu pour plusieurs actions menées avec les travailleurs en défense de leurs droits. Il avait souvent affirmé l'exigence d'une égalité socialiste et de la démocratie ouvrière des conseils. Sur son tombeau, ses camarades ont déposé une grande étoile rouge, parce qu'il était communiste au sens le plus ancien et le seul vrai du terme. Il fut arrêté le 20 avril avec les autres participants, puis relâché, puis à nouveau arrêté, et « travaillé » brutalement avant d'être remis « en liberté » et de disparaître le 23 avril. Quatre jours plus tard, les autorités policières annoncèrent qu'il était mort d'avoir absorbé une « quantité excessive de calmants ». Sa famille et son avocat Knezevic nient qu'il ait eu une quelconque propension au suicide. A la suite de ce décès, de nombreux intellectuels de Belgrade ont adressé une lettre ouverte à Stane Dolanc, qui vient de quitter ses fonctions de ministre de l'Intérieur pour devenir membre de la Présidence collégiale. On trouve parmi les signataires quelques-uns des artistes et des écrivains les plus connus de Yougoslavie.

Les brutalités policières dénoncées par cinq des participants à la réunion ayant été arrêtés laissent peu de doutes sur les circonstances tragiques de cette mort. Le profil de la victime est à son tour éclairant sur les raisons de la nervosité de la Sécurité d'Etat aujourd'hui. Radomir Radovic était un lien entre les intellectuels de gauche et les travailleurs. C'est de cela qu'il est mort. Parce qu'au moment d'appliquer les diktats du FMI, qui vont signifier l'accentuation des inégalités, du chômage et de la baisse du niveau de vie des travailleurs, des attaques inévitables contre leurs droits autogestionnaires, l'« aile dure » du régime veut prévenir toute velléité de lutte, de protestation sociale et de jonction entre intellectuels de gauche et travailleurs. Parce qu'elle a peur, elle veut faire peur et interdire toute forme indépendante d'opinion.

C'est dans ce contexte que trois nouvelles arrestations se sont ajoutées, le 18 mai, aux précédentes. Cette fois-ci, ce sont des anciens de la génération de 1968, de ce mouvement étudiant qui avait alors exigé « l'autogestion de bas en haut » contre la bureaucratie et les lois du marché, et qui manifestait contre contre Nixon, qui viennent d'être arrêtés : il s'agit

de Vladimir Mijanovic, significativement dénommé « Vlado la révolution », de Milan Nikolic, et de Pavle Imsirovic, qui avaient été récemment emprisonnés pour trente jours, après avoir manifesté contre la loi martiale en Pologne. Ils ont tous les trois entamé une grève de la faim. C'est aussi le cas de Vojislav Seselj, un des trois autres emprisonnés après cette réunion du 20 avril. Leur état de santé est très préoccupant et Milan Nikolic vient de subir une crise cardiaque provoquée par cette grève de la faim.

De nombreuses prises de position et débats publics aujourd'hui en Yougoslavie montrent que la répression se heurte à une résistance farouche, notamment au sein de la LCY elle-même. Celle-ci se trouve écartelée entre différents courants, pénétrée par les polarisations sociales et idéologiques qui découpent la société yougoslave tout entière. Nombreux sont ceux qui y sont entrés dans la dernière décennie par arrivisme et sans aucune conviction communiste. Ceux-là seront les soutiens intérieurs des mesures préconisées par le FMI pourront se retrouver côte à côte avec l'aile "dure" du parti qui voudra reprimer toute forme d'opposition à la politique décidée par le gouvernement. Dans son ensemble, la LCY a perdu son prestige et les cadres issus de la révolution au cours de ces quinze dernières années. Elle s'est considérablement transformée, mais elle comporte encore en son sein de nombreux militants authentiquement communistes, dont les points de vue rejoignent de fait ceux des intellectuels de gauche qui sont extérieurs à la LCY. Car les uns et les autres affirment de plus en plus la nécessité d'un pluralisme et d'une unité démocratique de tous ceux qui veulent défendre une orientation socialiste égalitaire appuyée sur les travailleurs et leur reconnaissant tout le pouvoir de résoudre la crise actuelle. Si leur point de vue ne parvient pas à l'emporter dans la LCY, ce sera contre celle-ci que les travailleurs se soulèveront, comme en Pologne contre le POUP. Telle qu'elle est aujourd'hui, la LCY éclatera de part et d'autre des barricades qui risquent de se dresser bientôt en Yougoslavie face à l'aggravation des conditions de vie.

ERRATA

A la suite d'une erreur d'impression, deux lignes de la résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur Grenade, publiée dans le dernier numéro d'*Inprecor* en page 22, ont été rendues illisibles. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

« Le conflit qui éclata au sein du NJM exprima une différenciation qualitative concernant la réponse qu'il fallait donner à de telles pressions sociales.

« L'expérience tragique de la révolution grenadienne confirme donc l'importance vitale, pour la consolidation d'une révolution, d'une articulation entre un pouvoir des travailleurs institutionnalisé, une conception correcte des rapports parti-Etat, et une conception léniniste de la construction du parti (...). »

La répression des idées n'aidera en aucun cas à contenir l'exaspération des mécontentements. Elle empêchera seulement que s'affrontent librement les interprétations de la crise actuelle et les solutions préconisées. Mais celles-ci existeront et se confronteront inévitablement dans les pires conditions de confusion et d'éclatement de la classe ouvrière elle-même et sans aucune force politique pour la guider dans ses choix. La sauvegarde des libertés démocratiques en Yougoslavie est pourtant la condition pour que la Fédération yougoslave n'éclate pas demain.

suite de la page 28

reen Douglass a pris la parole au rassemblement de Barnsley, elle a directement affronté le problème du sexisme en critiquant des mineurs qui, au cours d'une manifestation, avaient interpellé des femmes en leur disant de « *sortir leurs seins pour les gars* ». Soulignant la nécessité, pour les grévistes, de gagner le soutien des femmes en dehors de leurs propres communautés, elle a ajouté : « *N'insultez pas les femmes que vous voyez ici, et qui vous soutiennent de tout leur cœur, en lançant des injures grossières contre d'autres femmes dans la rue* ».

Le dirigeant des mineurs, Arthur Scargill, a été applaudi à tout rompre au même rassemblement, quand il a rendu hommage à la détermination des femmes en reconnaissant leur contribution à la lutte. « *C'est une manifestation historique, a-t-il dit, les médias ne peuvent plus aller dans un village de mineurs pour chercher une femme prête à dénoncer la grève. (...) Nos femmes ne se limitent plus à aider leurs hommes dans la cuisine, elles sont avec eux dans les piquets de grève.* »

Les femmes des mineurs étaient satisfaites. Elles avaient reçu l'approbation officielle du syndicat pour leurs activités avec les piquets de grève, et l'arrestation d'Anne Scargill, femme du président du NUM, qui participait à un piquet de grève, en était en quelque sorte la confirmation. On commence à dire que les femmes font de meilleurs piquets que les hommes, et ceci pour trois raisons. Tout d'abord, beaucoup de mineurs ont déjà été arrêtés pour leur action dans les piquets de grève et relâchés, sous caution, à condition de ne plus y participer. En deuxième lieu, les policiers ont plus de difficultés à identifier des femmes quand ils patrouillent dans les cafés des autoroutes à la recherche de « piquets potentiels », et il leur est également moins facile de garder leur image de « gardiens de la paix » quand il s'agit d'interpeller des femmes qui essaient de convaincre les « jaunes » de cesser le travail. Enfin, ces derniers sont plus gênés d'aller travailler en passant devant des femmes dont ils savent pertinemment qu'elles luttent pour donner à manger à leurs familles.

Il n'est pas exagéré de parler de la faim et des souffrances des familles des mineurs. Pat, femme de mineur qui a participé au rassemblement de Sheffield des « Femmes contre les fermetures de mines », a expliqué que sa famille avait reçu 3,5 livres par semaine (40 francs) de

Il faut donc exiger la libération de tous ces emprisonnés, auxquels on ne reproche en fait que leurs idées, mais qui risquent pour elles jusqu'à dix ans d'emprisonnement. Toute la lumière doit également être faite sur les circonstances de la mort de Radomir Radovic et les coupables doivent être punis.

Des télégrammes et messages de protestation adressés à la Présidence collégiale de la Yougoslavie peuvent être envoyés à l'ambassade de ce pays, à l'adresse suivante : 54, rue de la Faisanderie, 75016 Paris. ■

l'Assistance publique. Bien que les familles des grévistes aient droit aux allocations, celles-ci sont calculées en tenant compte des 15 livres par semaine (170 francs) que les mineurs sont censés recevoir du syndicat, ce qui n'est pas le cas. Les postes de télévision et les magnétoscopes loués ont été rendus, les vacances d'été annulées. Les municipalités travaillistes des zones minières ont fourni des repas gratuits à l'école aux enfants des grévistes, les commerçants et cafetiers ont promis de ne pas augmenter leurs prix pendant la grève, et le Parti travailliste a demandé à tous ses adhérents de verser un minimum de 50 pence par semaine (5,80 francs) pour soutenir les mineurs. Certaines sections locales de ce parti se sont « jumelées » avec des mines, afin de mieux assurer ce type de soutien. Mais la responsabilité de l'organisation de la distribution de l'aide aux familles reste celle des femmes.

Malgré les privations subies par les mineurs et leurs familles, ils ne sont pas prêts à céder. L'auto-organisation des femmes dans cette grève est devenu le symbole de la résistance à la politique du Parti conservateur, qui veut utiliser contre les mineurs l'arme de la faim. Le sentiment dominant dans les communautés minières a été clairement résumé par une femme de Nottingham, au rassemblement de Barnsley : « *Nous mangerons de l'herbe plutôt que de céder devant Margaret Thatcher.* »

L'énergie et la détermination de ces femmes sont irrésistibles et chaque jour elles se renforcent. Des liens ont été tissés avec les femmes du mouvement pour la paix et avec l'organisation des femmes du Parti travailliste. Une délégation de femmes de mineurs du Kent a rendu visite au camp de la paix des femmes de Greenham. La section de Sheffield « Femmes contre les fermetures de mines » a discuté avec le groupe « Femmes pour le désarmement » de la même ville des tactiques à employer pour les piquets de grève. Aujourd'hui en Grande-Bretagne, les femmes sont au premier rang dans toutes les luttes. Comme l'a dit Arthur Scargill, « *ce mouvement est devenu tellement puissant qu'ils sont obligés d'en tenir compte. Les femmes de notre communauté sont en marche* ». ■

Janine INGLEFIELD,
Londres, 4 juin 1984.

La mobilisation des femmes en défense de l'emploi dans les mines

QUELQUE chose d'important se passe aujourd'hui chez les femmes des mineurs britanniques en grève. On assiste à une mobilisation sans précédent de la classe ouvrière britannique, des femmes, des filles, des mères, des amies des mineurs, en défense de l'emploi.

Le 12 mai dernier, à Barnsley dans le Yorkshire, où se trouve le siège central du Syndicat national des mineurs (NUM), qui organise la grève, 10 000 personnes ont défilé à l'appel du groupe « Femmes contre les fermetures de mines ». Les deux-tiers des manifestants étaient des femmes venues de toutes les régions minières de Grande-Bretagne.

Janine INGLEFIELD

Au début de la grève, il y a eu la colère de Kay Sutcliffe et de ses amies, d'Aylesham dans le Kent, quand elles ont vu dans le quotidien de droite *The Sun*, la photo d'une femme de mineur qui tenait à la main un pistolet d'enfant, expliquant qu'elle aimerait bien avoir un vrai pistolet pour pouvoir tirer sur Arthur Scargill, le président du NUM et leader de la grève. Cet article, véritable provocation, était censé démontrer que les femmes de mineurs sont opposées à la grève. Pendant que la colère montait chez ces femmes du Kent, d'autres femmes de mineurs, dans le Yorkshire, dont Maureen Douglass et ses amies, ont eu la même réaction et exprimé leurs sentiments de désapprobation à la télévision.

Kay Sutcliffe a vu cette émission de télévision et a ensuite organisé, avec ses amies, une réunion extraordinaire de la section des femmes de la mutuelle locale des mineurs pour discuter comment soutenir la grève. Kay a proposé de prendre la banderole de la section du NUM de la mine où travaillaient leurs maris et d'aller manifester à Nottin-

gham, centre de la seule région où la plupart des mines sont toujours en activité.

La manifestation a finalement eu lieu dans le Leicestershire à la fin mars. Elle a rassemblé plusieurs centaines de femmes. Le projet initial avait été de l'organiser de façon non-mixte, sur le modèle des manifestations des « Femmes pour la paix ». Mais comme plusieurs organisations mixtes étaient venues apporter leur soutien, il fut décidé de laisser les hommes y participer.

L'exemple de cette première manifestation a fait tâche d'huile, et d'autres groupes se sont organisés et ont impulsé des manifestations. Les femmes des communautés minières s'étaient déjà organisées au cours des précédentes grèves nationales de 1972 et de 1974. Comme l'a souligné Kay Sutcliffe, « en 1974, nous sommes occupées des collectes de vivres, que nous avons reçus de tout le pays, et de leur distribution selon les besoins des gens. Nous serons sans doute obligées de faire la même chose cette fois-ci, car la grève est dure et les gens en auront vite besoin. » (*Socialist Action* du 6 avril 1984.)

Elle avait raison. Avec le durcissement de la grève, les communautés minières

ont dû s'organiser. Jusqu'à la réunion nationale des délégués des sections du NUM à Sheffield, le 12 avril, l'incertitude a plané sur la continuation de la grève, mais il est rapidement devenu clair que la grève serait longue et dure. Il fallait récolter de l'argent et des vivres et gérer des cantines. Des groupes de femmes de soutien à la grève se sont créés partout et se sont organisés pour assurer les besoins vitaux des familles. Bien que ces groupes se soient mis en place pour des raisons d'ordre pratique, beaucoup d'entre eux ont commencé à jouer un rôle de mobilisation et de politisation des femmes.

Beaucoup de femmes de mineurs sont elles-mêmes des travailleuses, certaines à des postes qui dépendent des mines, mais ailleurs pour la plupart. Comme beaucoup de femmes en Grande-Bretagne aujourd'hui, elles ont accepté des réductions de salaire ou le temps partiel plutôt que de risquer de se retrouver au chômage, car leurs salaires sont une part essentielle du budget familial. Certaines femmes du Kent vont à leur travail en auto-stop, car elles ne peuvent plus payer les transports et doivent continuer à gagner de l'argent tant que durera la grève. Cette nécessité leur donne une nouvelle confiance en elles-mêmes comme soutien de leurs familles, confiance qui s'étend à leur activité politique.

Les comités de femmes se sont organisés pour aller prendre la parole dans les meetings de solidarité à travers le pays, faire des tournées dans les entreprises, convoquer des manifestations de femmes et se joindre aux piquets de grève aux côtés des hommes. Dans la plupart des régions, ces comités de femmes sont représentés officiellement dans les comités de grève et se sont dotés d'une structure démocratique. Bien que celui d'Aylesham ait élu des responsables pour traiter des affaires courantes, toutes les décisions importantes sont prises en assemblée générale.

Le rôle dynamique joué par les femmes au cours de cette grève se fonde sur deux éléments : leur place au sein de leurs communautés et la participation croissante des femmes à la vie politique en Grande-Bretagne, surtout dans le mouvement ouvrier. Ces femmes se sont inspirées de l'exemple des femmes du mouvement pour la paix. Et dans les communautés minières, qui sont en réalité loin de connaître la « fraternité masculine » de l'imagerie populaire, les femmes ont toujours joué un rôle dans les luttes. Aujourd'hui elles sont en train de redéfinir ce rôle dans un sens plus actif. Voilà pourquoi cette manifestation importante a eu lieu à Barnsley, le 12 mai. Les femmes ne s'organisent plus seulement à côté des hommes pour soutenir la grève, mais en tant que femmes même. A Leicester, où un comité de femmes a récemment été créé, les hommes ont été invités à la première réunion, à condition de s'occuper des enfants.

Il existe bien sûr une grande inégalité des niveaux de conscience et d'expérience des groupes et des individus qui s'investissent dans la lutte. Quand Mau-

Les femmes de mineurs lors d'un rassemblement. (DR)

